



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

PROJET CROISSANCE ECONOMIQUE

DIAGNOSTIC APPROFONDI DU DISPOSITIF DE
CESSION DES ENGRAIS SUBVENTIONNES

DATE : Décembre 2011

Ce rapport est conçu avec l'appui du peuple américain à travers l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID). Il est rédigé par Technologie Développement Consultance (TDC) pour International Resources Group (IRG).

PROJET CROISSANCE ECONOMIQUE

DIAGNOSTIC APPROFONDI DU DISPOSITIF DE CESSION DES ENGRAIS SUBVENTIONNES

Contrat No. IQC No 685-I-00-06-00005-00

DATE DE DEPOT DU RAPPORT : décembre 11

Soumis à IRG par Technologie Développement Consultance (TDC)

DISCLAIMER

Le point de vue émis dans cette publication ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'Agence Américaine pour le Développement International ou celui du Gouvernement Américain

TABLE DES MATIERES

1.	CONTEXTE	1
2.	RAPPEL DES TDR	3
3.	METHODOLOGIE DE LA MISSION	4
4.	DISPOSITIF DE CESSION SELON LA LETTRE CIRCULAIRE	7
5.	DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL DU DISPOSITIF DE CESSION.....	9
5.1.	AU NIVEAU NATIONAL	9
5.2.	AU NIVEAU Régional	10
5.3.	Niveau Départemental	11
5.4.	AU NIVEAU LOCAL	12
6.	DIAGNOSTIC FONCTIONNEL DU COMITE DE CESSION.....	17
6.1.	FONCTION D'APPROVISIONNEMENT et de réception DES COMITES	17
6.2.	FONCTION DE DISTRIBUTION DES COMITES.....	30
6.3.	FONCTION DE GESTION DES COMITES	36
7.	MESURES D'AMELIORATION DU système DE CESSION DES ENGRAIS	39
7.1.	au niveau des grandes cultures	39
7.2.	AU NIVEAU DE LA FILIERE COTON	46
7.3.	AU NIVEAU DE LA FILIERE TOMATE.....	47
ANNEXES	49

ACRONYMES

AGROPHYTEX	Agriculture Phytosanitaire Textile
CERES- LOCUSTOX	Centre Régional de Recherches en Eco toxicologie et Sécurité Environnementale
CIRIZ	Comité Interprofessionnel de la Filière Riz
CNCAS	Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal
CNCFTI	Comité National de Concertation de la Filière Tomate Industrielle
DA	Direction de l'Agriculture
DRDR	Direction Régionale de Développement Rural
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GOANA	Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance
ICS	Industries Chimiques du Sénégal
IMF	Institutions de Micro-Finance
ISRA	Institut Sénégalais de la Recherche Agricole
LOASP	Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OP	Organisation de Producteurs
PA	Programme Agricole
PASA	Programme d'Ajustement du Secteur Agricole
PCE	Projet Croissance Economique
PDDAA	Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique
PIB	Produit Intérieur Brut

PNDA	Programme National de Développement de l'Agriculture
PNASA	Programme National d'Appui à la Sécurité Alimentaire
PNDE	Programme National de Développement de l'Elevage
REVA	Retour Vers l'Agriculture
SAED	Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal et des Vallées du fleuve Sénégal et de la Falémé
SCA	Stratégie de Croissance Accélérée
SEDAB	Sahélienne d'Entreprise de Distribution et d'Agrobusiness
SEPAC	Société d'Exploitation des Produits Agricoles et Chimiques
SODEFITEX	Société de Développement des Fibres Textiles
TSE	Tracto Service Equipement
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
USAID	United States Agency for International Development
USB	Union Sénégalaise de Banque

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Cession de Bioferty dans la région de Kaolack	23
Tableau 2 : Cession d'urée et de bioferty dans la région de Tambacounda	23
Tableau 3 : Cession d'engrais NPK dans la région de Tambacounda	23
Tableau 4 : Prix de référence des engrais pour la campagne agricole 2010-2011 ...	24
Tableau 5 : Consommations de bioferty dans la région de Kaolack	28
Tableau 6: Quantités et valeurs des intrants mis en place par le SODEFITEX en 2011	32
Tableau 7 : Matrice détaillée des contraintes et mesures d'amélioration	43
Tableau 8 : Répertoire des sites échantillonnés.....	50

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Carte des communautés rurales visitées	5
Figure 2 : Focus groupe avec les membres du comité	6
Figure 3 : Niveau de représentativité au niveau du bureau par rapport aux indications de la lettre circulaire	13
Figure 4 : Taux de représentativité des membres du bureau par rapport aux indications de la lettre circulaire	14
Figure 5: Existence de diagnostic des postes de responsabilité	15
Figure 6: Réponses sur l'exigence de connaissance des engrais pour être membre du comité	15
Figure 7 : Réponses sur l'implication des comités dans l'estimation des besoins	18
Figure 8: Schéma institutionnel de la distribution des engrais au niveau de la SODEFITEX	20
Figure 9: Implication des comités dans la fixation des prix	21
Figure 10 : Réponses sur les principaux fournisseurs du programme des engrais subventionnés selon les comités	22
Figure 11 : Types de magasins de stockage	25
Figure 12 : Taux de répartition de la capacité de stockage et de la propriété des magasins.....	25
Figure 13 : Etat actuel des magasins de stockage	26
Figure 14 : Réponses des comités sur les éléments de contrôle des engrais à la réception	26
Figure 15 : Réponses des comités sur les difficultés rencontrées au niveau du système d'approvisionnement.....	27
Figure 16 : Système de stockage	29
Figure 17 : Taux de représentativité des trois groupes de bénéficiaires selon les réponses des comités	30

Figure 18 : Taux de représentativité des difficultés de distribution selon les réponses des comités	34
Figure 19 : Réponse sur l'implication du gérant dans le CL	36
Figure 20 : Niveau d'instruction des gérants de magasin	36
Figure 21 : Existence de pièces comptables utilisées	37
Figure 22: Taux de représentativité des niveaux d'instruction dans les bureaux des comités locaux de cession	65

I. CONTEXTE

L'agriculture reste un secteur essentiel de l'économie sénégalaise, à la fois comme fournisseur de matières alimentaires et non alimentaires, comme marché pour les industries en amont (production d'engrais par exemple) et en aval (transformation), comme source d'emplois directs et indirects. Elle emploie 60 % de la population et contribue pour seulement 7,5 % du PIB (BAME, 2007).

Confrontée aux aléas climatiques, à la dégradation et à l'appauvrissement des sols, l'agriculture sénégalaise voit son capital productif menacé et insuffisamment valorisé. Cette situation combinée avec le manque de compétitivité de certains segments des filières agricoles, a entraîné des chutes de la production et une baisse de la productivité. La satisfaction des besoins nationaux de consommation alimentaire par l'offre locale pose problème au moment où la crise alimentaire mondiale renchérit les prix des denrées de première nécessité.

Dans ce contexte de crise, le Gouvernement du Sénégal a fait de l'intensification et de la diversification des productions agricoles nationales une option stratégique majeure. Cette volonté politique se traduit dans les engagements contenus dans les choix d'orientations et de stratégies de réduction de la pauvreté (DSRP), de Stratégie de croissance accélérée (SCA), la mise en œuvre de la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP), le Plan National de Développement de l'Elevage (PNDE), le Cadre Intégré au Commerce, les Objectifs du Millénaire pour le Développement, tout récemment, l'initiative sur la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) et le programme national d'autosuffisance en riz initié en 2008. Ces programmes s'exécutent avec un objectif d'augmentation des superficies emblavées et une consommation accrue des intrants de qualité subventionnés par l'Etat et accessibles aux producteurs. La GOANA met un accent particulier à augmenter la consommation d'intrants agricoles et l'accès aux équipements agricoles grâce à des subventions importantes de l'Etat.

L'utilisation des engrais chimiques est indispensable pour sortir du cercle vicieux de faible productivité, d'insécurité alimentaire, d'appauvrissement des populations rurales et de la dégradation des sols. Cependant, l'expérience à travers le monde montre clairement que la promotion des engrais chimiques ne peut être efficace que si elle s'intègre dans une approche systémique du développement agricole qui permettrait de lever les contraintes relatives aux débouchés commerciaux pour les productions agricoles (y compris l'information sur les marchés), à la propriété foncière, au crédit, aux niveaux de connaissances techniques, à l'encadrement et aux capacités institutionnelles. Les engrais minéraux ne constituent qu'un des maillons de la chaîne et les efforts doivent porter sur l'ensemble des maillons pour que la stratégie de promotion puisse avoir un impact significatif et durable.

Le Projet Croissance Economique (PCE), financé par l'USAID, et mis en œuvre par un consortium mené par la société International Resources Group (IRG), poursuit deux objectifs principaux en faveur de la Stratégie de Croissance Accélérée et du DSRP : l'amélioration du climat d'investissement et l'amélioration de la sécurité alimentaire. L'approche du projet par rapport à la sécurité alimentaire est axée sur le développement des chaînes de valeur agricoles, notamment pour les céréales, le sésame, la mangue et la banane. L'approche chaînes de valeur cible particulièrement une augmentation de la compétitivité et de la productivité des produits agricoles sénégalais afin d'augmenter leur valeur et volume dans le marché.

C'est ainsi que l'USAID/PCE, dans l'optique de promouvoir l'utilisation efficace des engrais, a commandité une étude sur la filière des engrais au Sénégal, pour mieux comprendre sa structuration actuelle, la manière dont les principaux acteurs conduisent leurs affaires et la performance de la filière en ce qui concerne la satisfaction des besoins des producteurs en termes de prix, d'efficacité et de fourniture à temps des produits demandés et en quantités requises.

Fort des premiers enseignements et conclusions à savoir :

1. la notification avant fin mars par le Ministère de l'Agriculture des fournisseurs des lots d'engrais subventionné pour la campagne agricole 2011/12. Ceci pour assurer la disponibilité à temps des engrais subventionnés ;
2. le règlement des arriérés dus aux fournisseurs pour les campagnes précédentes ;
3. l'adoption de mécanismes performants pour une allocation d'engrais aux filières organisées. Pour l'année 2011, il s'agit principalement des filières coton et tomate ;
4. la revue de la structure et du fonctionnement des comités locaux de cession des engrais et la mise en place d'un programme de renforcement et de suivi de ces commissions ;
5. la préparation d'une campagne de communication et de dialogue autour des résultats de l'étude sur l'engrais ;
6. la formulation d'un plan d'action pour le moyen terme afin d'avoir un impact positif sur le marché des engrais dans les années futures ;

Si les deux premiers enseignements sont du ressort et de la responsabilité de l'Etat sénégalais, le PCE, a confié au cabinet TDC, des tâches spécifiques (points 3, 4, 5 et 6) pour compléter son dispositif d'information et de maîtrise de la filière.

2. RAPPEL DES TDR

Les termes de référence assignés au cabinet TDC par l'USAID/PCE dans le cadre du programme d'accompagnement des acteurs de la filière des engrais subventionnés consistent à :

- Revoir la structuration et le fonctionnement des comités locaux de cession des engrais ;
- Mettre en place un programme de renforcement et de suivi de ces comités ;
- Formuler un plan d'action précis à moyen terme afin d'avoir un impact positif sur le marché des engrais dans les années futures;
- Appuyer la DA à organiser la prochaine séance du comité de réflexion pour fixer le calendrier et l'organisation / responsabilisation des membres pour la poursuite des mesures à moyen terme ;
- Appuyer le comité dans l'adoption de ce plan d'action à moyen-terme et à la définition des tâches et des besoins techniques et financiers pour sa poursuite ;

La mission, conformément aux tâches identifiées en collaboration avec la Direction de l'Agriculture doit passer en revue l'ensemble des outils de travail et de communication déjà développés et appliqués dans le cadre de la gestion de la subvention à chaque niveau : rural, départemental, régional et national.

En plus dans le contexte du transfert des responsabilités de la gestion des comités de cession aux organisations de producteurs, en l'occurrence au Syndicat/Japandoo, la mission doit mener des interviews avec des représentants des comités locaux de cession des intrants, sur un échantillon représentatif du territoire national, pour diagnostiquer leur structuration, leur fonctionnement et les difficultés auxquelles ils sont confrontés en vue de formuler des recommandations précises d'amélioration ou de renforcement du dispositif.

Le même diagnostic doit être effectué auprès des comités régionaux et départementaux à qui sont confiés, dans le dispositif, des tâches de contrôle et de suivi.

La mission se doit aussi de définir les modalités pour accompagner le comité de réflexion, la DA et le SYNAEP/Japandoo dans la prise de décisions concernant la structuration et le fonctionnement des comités de cession. Mais ces mécanismes d'aide à la prise de décisions, doivent être accompagnés par l'élaboration d'outils de travail et de communication adaptés aux besoins des comités locaux et si nécessaire pour le niveau départemental et régional.

Enfin, l'une des dernières tâches spécifiques confiées à la présente mission est de proposer un plan d'action et un budget pour la mise en place d'un programme de renforcement du fonctionnement des comités locaux et leur suivi.

3. METHODOLOGIE DE LA MISSION

☞ APPROCHE GENERALE

La méthodologie de mise en œuvre proprement dite de la mission a été articulée sur la réalisation des différentes étapes suivantes :

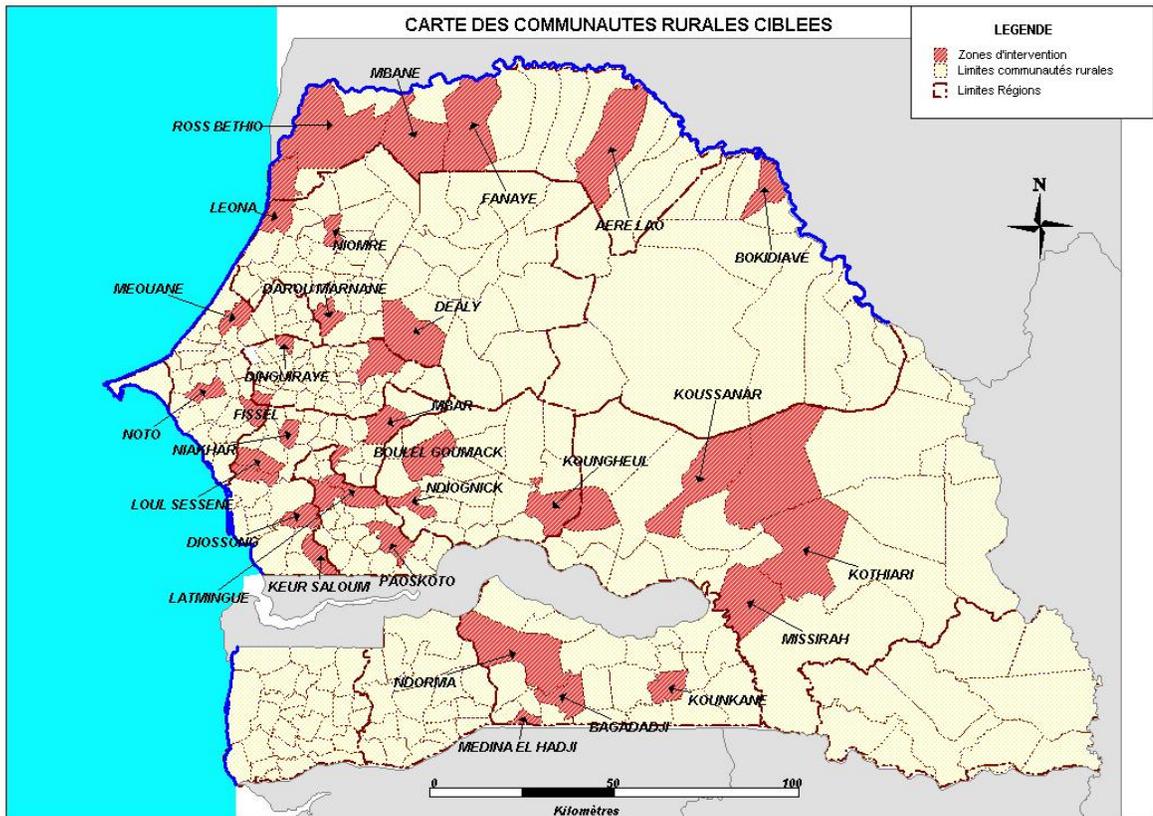
- Prise de contact avec différents partenaires clefs du programme : à ce titre, plusieurs réunions ont été tenues avec le PCE, le comité national de réflexion sur la filière engrais et le Ministère de l'Agriculture afin de mieux cadrer le contexte de l'étude, les objectifs visés et les résultats attendus.
- Réunion de démarrage de la mission
- Après les réunions en interne avec les différents consultants, avec l'appui des techniciens du Ministère, une séance de travail a permis de préciser les choix du cabinet qu'à la dimension et stratégie pour la réalisation de la mission. Ainsi, le Ministère de l'Agriculture a préparé les lettres d'introduction pour les différentes structures à visiter aux différents niveaux (régional, départemental et rural).

☞ PREPARATION DE L'ENQUETE

- La revue documentaire : pendant la phase préparatoire les consultants ont repassé les documents et études disponibles sur la thématique. (Etude PCE sur les engrais, Mission CDEAO sur la qualité des engrais, Études des différentes filières).
- L'élaboration des outils de collecte de données : à ce stade, le cabinet a élaboré différents supports exploitables sous diverses couches afin de collecter les informations liées à leur structuration (composition), leur fonctionnement, les difficultés auxquelles ils sont confrontés et leurs propositions par rapport aux mesures éventuelles qu'il conviendrait de prendre pour améliorer leur efficacité et leur efficience ; circonscrire les différentes préoccupations du commanditaire tel que repris dans les TDR.
 - Ainsi ont été conçus des questionnaires directives à réponses fermées, des guides pour des enquêtes semi directives et des focus groupes, enfin une cartographie des principales régions objet de l'étude (voir les supports en annexe)
 - les sociétés d'encadrement évoluant dans les zones visitées ont été également visitées et interviewées en vue de recueillir le même type d'information
 - enfin des entretiens ont également eu lieu avec les grandes organisations de producteurs (comité tomate...) évoluant dans les localités visitées.

- L'échantillonnage : elle a été réalisée sur la base des 450 communautés rurales issues du dernier découpage administratif de Juillet 2010. Pour ce faire nous avons pris en compte toutes les régions à l'exclusion de Ziguinchor et Sédhiou pour des raisons de sécurité. Au niveau de chaque département toutes les communautés rurales ont été passées en revue, pour retenir celles qui avaient un poids dans le cadre du programme agricole, par leur taille, leur consommation en intrants et leur production. Certaines localités qui venaient d'être érigées en communauté rurale et/ou qui n'avaient pas une expérience vécue de la campagne agricole, ont été retirées de l'échantillon. Au total, un peu plus de 10 % des communautés rurales ont été retenues en prenant soin de respecter une certaine disposition spatiale (Voir Carte département en annexe).

Figure I : Carte des communautés rurales visitées



DEROULEMENT DE LA MISSION / COLLECTE DE DONNEES

A partir de fin mai deux équipes de deux consultants ont entamé les enquêtes et collectes de données du terrain selon un itinéraire et calendrier préparé et constamment mis à jour par courriers électroniques et téléphones avec les SDDR, les responsables des comités ou les responsables du Syndicat Janpandoo, afin d'optimiser le temps et les déplacements. (Voir en annexe Calendrier de visite.)

- Une équipe était chargée de sillonner la zone centre nord et la vallée du fleuve Sénégal jusqu'à Matam avec 24 comités locaux et les structures décentralisées de l'État à visiter ;

- Une autre équipe avait en charge le centre sud du bassin arachidier, les régions de Kolda et Tambacounda, Kédoudougou avec 27 comités à visiter ;
- Le chef de mission, après le dépouillement des enquêtes, s'est chargé de recueillir les avis, les observations et les suggestions des organisations des producteurs regroupés autour des principales filières (tomates , Riz, oignon , Patate douce).
- Les fiches d'enquêtes ont été administrées aux membres du bureau de chaque comité local de cession des engrais.

Figure 2 : Focus groupe avec les membres du comité



☞ TRAITEMENT DES DONNEES

Au retour des missions de terrain, les équipes ont procédé à un débriefing, avant de passer à la saisie et à l'exploitation des données collectées. Après l'exploitation statistique des données par l'informatique, le Cabinet TDC a procédé à l'analyse des résultats : les axes majeurs des contraintes et des problèmes de la filière des engrais à différents stades et l'ébauche des axes majeurs d'amélioration avec les mesures et actions qui en découlent.

☞ ELABORATION ET REMISE DU RAPPORT PROVISOIRE

A ce stade, le cabinet a procédé à la mise en cohérence des différents problèmes et contraintes rencontrés, et a proposé des recommandations pour les solutions à envisager à travers un plan d'action à court et moyen terme.

Les étapes ultérieures de la mission concerneront les suivantes :

- Préparation de l'atelier de restitution et de partage ;
- Élaboration et remise du rapport final.

Dans la dernière étape a consisté à :

- l'exploitation et au traitement statistique des données de l'enquête ;
- l'analyse des résultats ;
- la formulation de recommandations ;
- la proposition d'un plan d'action.

4. DISPOSITIF DE CESSION SELON LA LETTRE CIRCULAIRE

La lettre circulaire présente le dispositif type du programme de cession des intrants avec les responsabilités des différents acteurs impliqués. Elle fixe la composition des comités de supervision, de contrôle et de suivi des opérations de mise en place, de cession des intrants agricoles, etc. Elle marque par ailleurs, la consolidation du Syndicat National des Agriculteurs, Eleveurs et Pêcheurs (SYNAEP/Japandoo) dans la prise en charge des activités des producteurs.

Le Comité National (CN) de supervision, de contrôle et de suivi des opérations de cession des intrants et matériels agricoles a pour mission de superviser, de coordonner et de veiller à la transparence des opérations de mise en place et de cession des intrants agricoles sur l'ensemble du territoire national. Il est également chargé du suivi des campagnes agricoles et de commercialisation.

Le Comité Régional (CR) de contrôle et de suivi des opérations de cession des intrants et matériel agricoles a pour mission de suivre et de coordonner les activités des commissions départementales et locales de réception, de cession des intrants et matériels agricoles. Il est également chargé de rendre compte de manière hebdomadaire, au Ministre de l'Agriculture de l'état d'avancement des opérations et de veiller sur la sécurité, la qualité des intrants et du matériel agricole mis en place.

Le Comité Départemental (CD) de contrôle et de suivi des opérations de cession des intrants et matériels agricoles a pour mission de suivre et de coordonner les activités des commissions locales. Il est chargé, également de rendre compte périodiquement au Gouverneur de l'état d'avancement des opérations et de veiller sur la sécurité, la qualité des intrants et matériel agricoles distribués.

Le Comité Local (CL) est institué dans chaque collectivité locale (commune ou communauté rurale) et a pour mission de réceptionner les intrants et matériel agricoles, d'assurer la régularité, la traçabilité, la transparence et l'équité dans les opérations de mise en place et de cession de ces derniers. Il veille sur la sécurité, la qualité des intrants et matériels agricoles mis en place. Il est également chargé de rendre compte, de manière hebdomadaire, au Préfet (pour les communes rurales) ou Sous-préfet (pour les communautés rurales) du déroulement des opérations (régularité, transparence, difficultés éventuelles, etc.) et de leur état d'avancement (quantités distribuées par bénéficiaires, prénom, nom, lieux de résidence, etc.) . Voir en annexe 1 la composition des bureaux et les membres de chacun de ces comités.

Les autorités administratives sont chargées d'assurer la supervision des comités au niveau de leurs circonscriptions respectives.

Pour la mise en œuvre de ces comités, les autorités administratives doivent prendre des arrêtés qui tiennent compte de la spécificité de leurs circonscriptions respectives, pour compléter au besoin la composition de ces différents comités.

Les comités peuvent également s'attacher les services de toute autre personne ou structure compétente à chaque fois que de besoin. La fonction de membre dans ces comités est bénévole. Les forces de sécurité (Gendarmerie, Police et Douane) doivent veiller sur la régularité des opérations. Le chef du service départemental est chargé de la remontée quotidienne des informations.

L'analyse du cadre institutionnel présent montre clairement la volonté de l'Etat de transférer aux organisations des producteurs, la gestion, la supervision et le contrôle de la distribution de l'engrais subventionné.

5. DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL DU DISPOSITIF DE CESSION

Le diagnostic des missions confiées à chaque groupe par la lettre circulaire est fait à différents niveaux : national, régional, départemental et local. A chacun de ses niveaux d'intervention, la présente étude s'est appesantie à faire, conformément à la lettre circulaire, l'identification des acteurs, leur rôle et responsabilités, les modalités de fonctionnement et d'exécution de leur mission mais aussi les difficultés qu'ils rencontrent. Les questions à savoir : qui doit faire quoi, quand et sous quelle forme sont posées. Au-delà de ces questions relatives aux modalités pratiques de l'exécution, le cadrage des services de l'administration dans leur relation avec le SYNAEP/Japandoo a été également abordé. Il n'a été constaté aucun cadre formel de collaboration entre les services déconcentrés de l'Etat et Japandoo. Par ailleurs, ces structures n'ont aucune information relative au contrat qui lie l'Etat au fournisseur.

Le but de ce diagnostic est d'évaluer et de mesurer les écarts entre les orientations administratives et la réalité dans l'exécution.

5.1. AU NIVEAU NATIONAL

Dans les schémas de mise en œuvre du programme agricole au niveau national, sont identifiés les acteurs suivants :

- L'Etat (Ministère de l'Agriculture, ses démembrements et le Ministère des Finances) chargé de
 - L'évaluation des besoins d'engrais (quantité et qualité) ;
 - La définition du niveau de subvention

Annuellement par la lettre circulaire, l'Etat organise le cadre réglementaire et les directives d'application pour la mise en œuvre du programme des intrants.

L'Etat ne subventionne que ce qui est réellement vendu aux producteurs agréés.

C'est l'occasion pour l'Etat de réviser les mécanismes d'octroi des marchés compte tenu de la spécificité et des contraintes de coûts liées aux intrants du programme agricole.

Il revient annuellement à l'Etat de faire le choix des fournisseurs après les appels d'offre, d'organiser la réception des intrants fournis avec l'implication du Syndicat au niveau des comités locaux.

Enfin à travers des structures décentralisées, l'Etat fait l'évaluation du programme échu.

L'enveloppe de la subvention découle du budget du Ministère de l'Agriculture qui n'est disponible officiellement qu'en Janvier-Février :

- Les quantités faisant objet de la subvention dépendent du budget voté en janvier sur la base des cours en vigueur ;
 - L'évaluation des besoins quantitatifs et qualitatifs est fonction des objectifs de superficies à couvrir ;
 - La DA propose un programme agricole dont la validation est du ressort du Conseil interministériel qui souvent se tient tardivement ;
 - Les notifications aux fournisseurs sont envoyées au DRDR ;
- Le Syndicat Japandoo, représentant d'organisations paysannes, est l'interlocuteur attitré de l'Etat par rapport à son souhait de transférer aux organisations paysannes la gestion du programme agricole. Il assume la présidence et est chargé de la communication au niveau de tous les comités de cession des engrais.
 - Les fournisseurs d'engrais : depuis l'ouverture des marchés des engrais à la concurrence, plusieurs fournisseurs ont été agréés pour la fourniture et la distribution des engrais subventionnés au niveau national.
 - Le système financier : à travers les lettres de confort, la notification de marchés adjugés, les fournisseurs négocient avec le système bancaire les conditions de préfinancement de l'approvisionnement des intrants. Les recettes de vente tout comme le remboursement de la subvention pour les intrants commercialisés sont domiciliés au niveau de ces structures principalement le Crédit agricole.

5.2. AU NIVEAU REGIONAL

Les différents acteurs cités dans la lettre circulaire et qui doivent intervenir dans l'exécution de la mission de cession des engrais sont :

- Les députés, les sénateurs et les conseillers de la république qui ne peuvent jouer que les rôles d'information, de communication et d'assistance aux producteurs concernés. Par rapport au niveau d'échelle de leur circonscription ils ne peuvent être actifs au niveau de tous les comités de cession ;
- Les autorités des services de l'Etat ne sont que des intermédiaires passifs, mais leur statut les oblige à faire les arrêtés nécessaires pour sécuriser l'environnement des activités de cession, pour valider et certifier la situation et les actions du syndicat ou des prestataires privés. Ils sont quasiment dépendants des informations que ces derniers leur transmettent pour renseigner leur rapport ;
- La DRDR, de par son rôle au niveau de l'exécution des politiques et des décisions agricoles, reçoit toutes les informations relatives aux quotas alloués pour la région, le département et les comités locaux de cession des intrants subventionnés. Les informations relatives à la réception et à la distribution leur sont communiquées par le canal des SDDR. Les renseignements et comptes rendus se font au téléphone ou sous forme de rapport écrit. Les bordereaux de réception et les lettres de voiture ne leur sont pas transmis. la DRDR n'élabore qu'un rapport adressé à la Direction de l'Agriculture, et ne fait pas de rapport spécifique ou d'étape en direction du Préfet ou du Gouverneur.

- La société civile de par sa nature de nouvelle structure émergente ne s'est pas encore suffisamment déployée dans toutes les régions. En plus, la faiblesse de ses moyens ne lui permet pas de jouer correctement son rôle conformément à la lettre circulaire.
- Le SYNAEP/Jappandoo reste, à l'échelle régionale, l'une des structures qui arrive à jouer pleinement son rôle dans la gestion de l'engrais subventionné.

Dans la lettre circulaire, aucune spécifié sur les filières organisées n'a été mentionnée. Il en est de même pour le niveau de responsabilisation et le cadre organisationnel des acteurs.

5.3. NIVEAU DEPARTEMENTAL

A ce niveau les acteurs ciblés sont plus à même d'exécuter leur mission. A la lueur des investigations menées sur le terrain, les structures départementales telles que le SYNAEP/Japandoo et le SDDR (service déconcentré de l'Etat) sont bien impliquées dans l'organisation des activités liées à la distribution de l'engrais. Ce niveau d'implication est visible dans la supervision, le contrôle et le suivi des opérations de cession des engrais.

Le SYNAEP/Japandoo départemental avec ses différents démembrements assure une présence permanente dans tous les comités. Dès fois, au-delà de leur appartenance au syndicat, certains présidents sont aussi employés par les fournisseurs d'engrais comme gérants. Cette double casquette, qui pourrait être mal perçue n'est cependant pas l'objet d'une quelconque entrave au bon fonctionnement des comités locaux même si cela pourrait engendrer un conflit d'intérêt.

Au niveau départemental, le SDDR dans le cadre de sa mission devrait en relation avec les acteurs, évaluer les besoins en engrais en fonction des prévisions d'emblavure. Cependant cette fonction n'a jamais pu se réaliser du fait de l'insuffisance du personnel et des moyens logistiques. Au cours des opérations de cession, le SDDR ou son représentant s'entretient chaque semaine avec les présidents des comités locaux de cession et/ou avec les gérants des magasins. Pour 86 % des comités enquêtés, il exploite les informations relatives au suivi des ventes, du stock et du bilan de la campagne. Ces informations sont confinées dans des rapports hebdomadaires de cession des intrants (réception et distribution) ; une ampliation est faite au DRDR et au Préfet.

Cependant cet engagement est tributaire des moyens disponibles. La plupart de ces structures sont en sous effectif et n'on pas de moyens de déplacement suffisants pour assurer une bonne couverture de leur département. Ainsi, ce phénomène les confine dans une situation d'attente et de suivi par téléphone du déroulement de la campagne. Comme par exemple dans les départements de :

- Louga, d'une superficie de 5 649 km² et comptant 15 communautés rurales, le SDDR ne dispose que d'un chef de service et de 2 agents de terrain ;
- Kanel (région de Matam) d'une superficie de 8 786 km² et comptant 6 communes et 5 communautés rurales, le SDDR a un seul collaborateur en la personne du chef de service.
- Tambacounda et Koumpentoum qui totalisent 20 394 km², 3 communes rurales et 16 communautés rurales, sont desservis que par 5 agents.

Toutefois, les quantités distribuées au producteur ne sont pas renseignées. Les gérants des magasins n'ont pas l'obligation de transmettre au SDDR un quelconque document.

La Gendarmerie quant à elle assure plus ou moins le rôle sécuritaire par la surveillance des mouvements.

5.4. AU NIVEAU LOCAL

A ce niveau, nous avons comme collectivités les communes et communautés rurales. Quant aux acteurs actifs dans le programme de cession des engrais, il s'agit du Préfet et du Comité local de cession présidé par un représentant du SYNAEP/Japandoo.

5.4.1. LE PREFET

Avec l'ancien schéma institutionnel, l'administration à travers ses démembrements (gouverneur, préfet, sous préfet, DRDR, SDDR) était le gestionnaire attribué de la distribution. Et dans ce sens elle avait la possibilité de légiférer par arrêté pour assurer une correcte distribution et faire le bilan.

Cependant, avec le nouveau schéma institutionnel, il revient au syndicat Japandoo d'assurer la gestion de la distribution à partir des comités locaux de cession. Une telle situation ne permet pas à cette structure d'interpeler les services de l'Etat. Le préfet s'interroge sur l'obligation de faire des arrêtés dans un schéma où il n'est plus le maître d'œuvre, son rôle dans la certification des rapports de distribution ne peut se faire qu'après la validation des documents par le comité de distribution. Les informations hebdomadaires nécessaires pour faire le bilan du suivi lui sont transmises par la SDDR. Le rôle actuel du préfet est d'élaborer l'arrêté portant sur la cession, à l'endroit des membres des comités locaux de distribution.

Les membres du comité local de distribution sont désignés à travers la circulaire officielle. Cependant nous avons constaté que son application n'a pas souvent été effective.

5.4.2. LE COMITE LOCAL DE CESSION

5.4.2.1 COMPOSITION DU BUREAU

Les comités sont composés des producteurs, de leurs organisations et d'acteurs externes qui sont répartis en trois grands groupes :

- Groupe des acteurs élus : composé par les députés, les maires et les présidents de conseil rural. Ce groupe bénéficie d'un ancrage local et est capable de désigner un représentant, émanant de sa base politique, dans chaque localité disposant d'un comité de cession. Leur fonction leur impose une présence importante auprès de leurs militants potentiels que sont les producteurs. Les PCR et les maires des communes rurales conformément au contenu de la lettre circulaire, constituent le seul groupe parmi les élus qui assure une présence effective au niveau des comités locaux de cession. ;
- Groupe des acteurs politiques nommés : constitué de sénateurs et des membres du Conseil Economique et Social de l'Arrondissement. Ces membres désignés n'ont aucune représentativité à la base. L'essentiel de leurs activités se mène au niveau du débat à l'échelle nationale. Cependant leur absence physique au niveau des comités pose la problématique de la qualité des informations transmises vers la base ou à l'autorité au niveau national.
- Groupe des acteurs des sociétés de développement : il s'agit des représentants des sociétés locales d'encadrement telles que, l'ANCAR, la SAED (au Nord), la SODEFITEX et la SODAGRI (au Sud).

Ce groupe est également constitué des représentants d'institutions financières comme la CNCAS (au Nord) et les SFD (PAMECAS, Mec-Féprodes, CMS) ;

- Groupe des acteurs assurant la sécurité : ces acteurs ne font pas partie du bureau, mais sont plutôt des membres du comité. Ce groupe est composé de la Gendarmerie, de la Police et de la Douane qui assurent le travail de surveillance, de sécurité et de veille sur les circuits de distribution des engrais. Cependant, seuls 61 % des comités interviewés affirment leur présence effective dans la cession des engrais subventionnés.

La composition du bureau n'est en général pas parfaitement conforme aux indications de la lettre circulaire. Il n'existe aucun cadre de référence qui permette de définir les tâches et responsabilités de chaque membre du Bureau. Les bureaux ont été mis en place dans la précipitation, ce qui est la cause principale du non respect des indications de la dite lettre. La figure ci-dessous présente le niveau de représentativité des membres du bureau par rapport aux indications de la lettre circulaire.

Figure 3 : Niveau de représentativité au niveau du bureau par rapport aux indications de la lettre circulaire

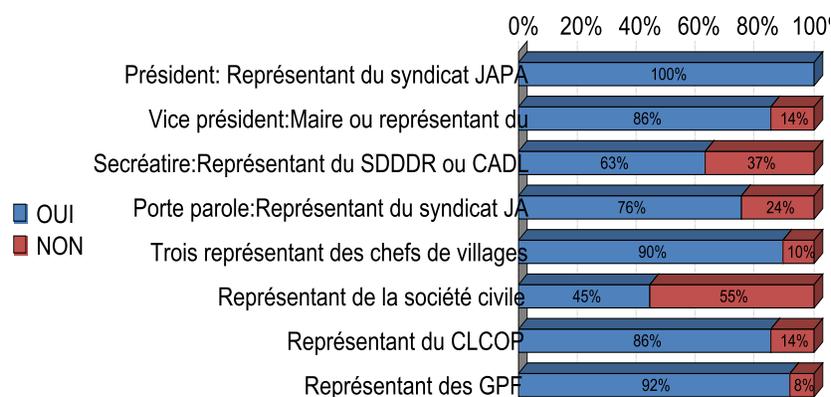
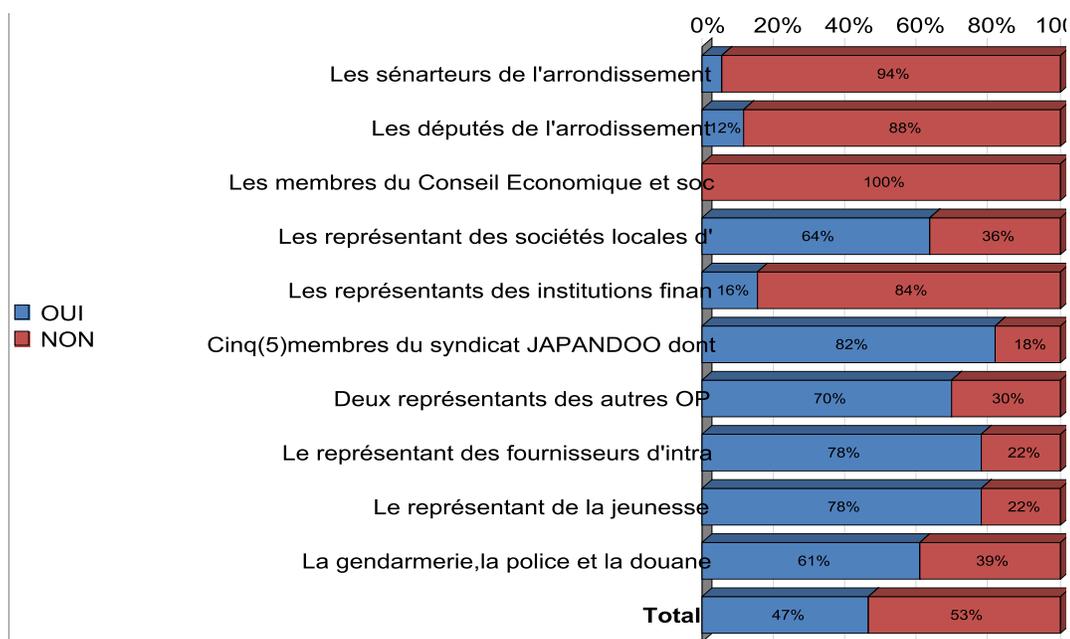


Figure 4 : Taux de représentativité des membres du bureau par rapport aux indications de la lettre circulaire



Dans l'ensemble, les comités tels que proposés dans la lettre circulaire ne sont pas effectivement opérationnels. Tous ceux qui sont pressentis ne sont pas toujours présents.

Le nombre de permanents qui assurent le travail des commissions ne dépassent pas souvent six personnes. Il s'agit du président, du vice président, du porte parole, d'un représentant des chefs de village, du gérant et du secrétaire de la commission en l'occurrence le représentant du CADL ou de l'ANCAR s'ils sont sur place. Ces derniers se chargent de la rédaction des rapports de suivi et d'évaluation de la cession. Ces personnes ci-dessus citées devraient constituer la base du dispositif qui pourrait être recommandé pour la mise en œuvre du plan d'action d'amélioration du fonctionnement des comités.

Conformément à la lettre circulaire, le SYNAEP/Japandoo, assume à 100 % de l'échantillon d'étude sa présence au niveau des comités de cession. Les fonctions qui lui sont confiées dans la lettre circulaire sont pleinement exercées. En effet, les rôles de Président et de porte parole conformément aux directives de la lettre circulaire sont assurés par les Représentants du Syndicat/Japandoo.

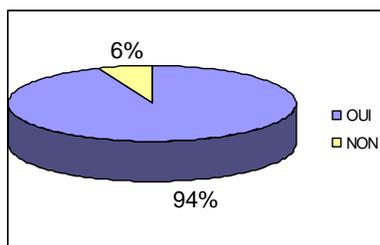
Le second niveau de permanence dans les instances du comité revient aux représentants des chefs de villages, des organisations communautaires de base (GPF, CLCOP) et du Maire/Représentant du Conseil Rural. Ces postes sont occupés à plus de 80 % dans les comités interviewés.

Cependant, la fonction de Secrétaire confiée au représentant du SDDR ou du CADL ou encore de l'ANCAR est tributaire des contraintes de fonctionnement, de logistique ou simplement de la couverture géographique des structures en question. Représentées au niveau du bureau pour 63 % des comités rencontrés, ces structures évoquent l'insuffisance de moyens de déplacement pour remplir leur mission.

Toutefois, la représentativité d'acteurs non étatiques dans la gestion d'un volet aussi important du développement des activités des populations constitue une importance majeure dans la responsabilisation des producteurs.

Les membres du bureau ne sont généralement pas au fait de leur rôle ni de leur niveau de responsabilité, alors que paradoxalement 94 % des comités enquêtés affirment avoir procédé au diagnostic des postes (profil, niveau de compétence, missions obligations et droits, renouvellement des instances) au moment de la mise en place du bureau. Voir graphique ci-dessous.

Figure 5: Existence de diagnostic des postes de responsabilité

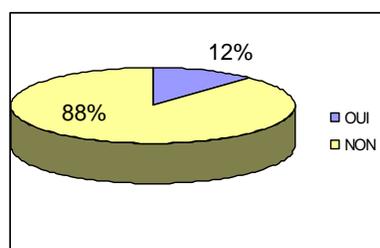


Tantôt on assiste à un cumul de fonction (l'exemple de Niakhar où le président est aussi le Gérant représentant la SEDAB, à Notto Diobass où le président est aussi porte parole), tantôt il s'agit d'une confusion des responsabilités (exemple secrétaire et porte parole). Mais malgré leur bonne volonté, l'absence de motivations décriée par 90 % des enquêtés n'encourage pas la présence permanente des membres du comité, ni le contrôle et le suivi des opérations de vente, ouvrant la porte à des cumuls ou confusion de rôle.

Cela s'explique par la simple raison que les collectivités rurales n'ont pas bien été imprégnées ou consultées sur le contenu de la lettre circulaire par les services de l'Etat, ce qui justifie alors le problème de conformité entre les moyens et les missions des CL. En outre, ces derniers enregistrent, dans l'ensemble, un faible niveau d'instruction des membres et un manque de cadre pour les procédures de mise en œuvre à l'exception de l'arrêté préfectoral qui fixe les modalités de distribution et d'organisation. Leurs connaissances des engrais se limitent juste à la nomenclature et à quelques notions empiriques sur leur importance d'utilisation. Les critères optimaux de choix et les formules de fertilisation n'étant pas totalement encore maîtrisés.

Pour être membre du bureau local, ces principes ne sont pas exigés pour 88 % des comités rencontrés. Voir figure ci-dessous.

Figure 6: Réponses sur l'exigence de connaissance des engrais pour être membre du comité



Dans certaines zones des cumuls de fonction sont notés comme en exemple le comité de Bokidiawé (Matam) où une seule personne cumule à la fois quatre fonctions : président, vice président, porte parole et représentant CLCOP. Le cumul est également noté à Niakhar (Fatick) où le président est en même temps gérant.

Dans certaines localités enquêtées les producteurs déplorent le fait que la création et la mise en place des CL n'aient pas été discutées à la base ou bien de façon participative dans le but de cerner les différents aspects de la question.

Dans d'autres localités il ya un déficit ou retard dans la communication, au point de rendre certains comités non opérationnels.

Néanmoins, le représentant de SYNAEP/Japandoo appose sa signature sur les bons d'achats des producteurs.

En outre, la période d'activité du comité de cession ne couvre que la durée des opérations de réception et de distribution.

5.4.2.2 SYSTEME RELATIONNEL

Les relations entre le comité et les producteurs se limitent à leur information sur le déroulement de la campagne de cession des engrais subventionnés (réception, modalités de cession et démarrage des opérations).

Par contre, avec les services étatiques et d'encadrement, leurs relations se basent sur l'assistance apportée par rapport au choix d'itinéraire technique et des engrais et un peu moins sur l'assistance à l'approvisionnement et à la distribution. L'ANCAR à travers ses conseillers agricoles et ruraux accompagne les comités locaux de cession dans la gestion administrative et organisationnelle des opérations de cession. Cependant, le CL n'est interpellé ni sur les modalités d'identification des besoins prévisionnels, ni sur la détermination des prix, ni sur le calendrier d'appel d'offres, ni sur le choix des fournisseurs, ni sur le calendrier de mise en place des intrants.

La validation des factures de ventes d'engrais subventionnés par le président du comité et le sous-préfet permet au fournisseur d'entamer la procédure de remboursement de la subvention. Ainsi, le fournisseur présente à la DA les factures des ventes qu'ils ont effectué au niveau des collectivités locales.

Dans la région de la Vallée du Fleuve Sénégal, concernant les filières organisées (riz et tomate), les bureaux des comités respectifs (CRIZ et CNFTI) se substituent aux comités locaux de cession (CL). Mais pour l'ensemble des filières exploitées dans la région, la SAED, le SDDR et la CNCAS collaborent parfaitement avec les comités dans le programme de cession des engrais. En effet, la SAED vérifie la conformité de la surface déclarée par le producteur et appose son visa justifiant son approbation pour l'octroi d'engrais au producteur. Elle intervient également en qualité de conseiller agricole en indiquant aux producteurs les doses d'engrais à appliquer. Quant au SDDR, sa forme de collaboration avec le comité de cession s'accroît particulièrement sur la vérification avant livraison des quotas affectés à chaque producteur inscrit sur les listes de distribution. Cependant, par rapport à la CNCAS dans son rôle de financier, les CL ne sont pas impliqués ; ils n'ont pas un droit de regard sur les décisions de financement de celle-ci au bénéfice des organisations paysannes (OP). En effet, les comités ne reçoivent que les producteurs, après accord de la SAED, qui ne bénéficient pas de financement de la CNCAS.

Cependant, toutes ces relations entretenues par les comités avec leurs collaborateurs ne reposent jusque là sur aucun manuel de procédure ; du moins, le comité ne dispose pas encore de document officiel le mentionnant.

Pour la zone sud les structures de crédit ne sont pas représentées dans les comités de cession. En l'absence de crédit de campagne, les producteurs épargnent pour procéder à l'achat direct des engrais. Pour le cas de Anambé, il existe un quota alloué à la SODAGRI pour les périmètres aménagés et directement gérés par le fournisseur. Les cessions se font sur la base d'une certification effectuée par la SODAGRI à travers son conseiller agricole. Le producteur prend le bon certifié qu'il remet au gérant qui se charge de la livraison des engrais au comptant.

Pour la SODEFITEX l'expression des besoins est effectuée avec le producteur de manière intégrale. Il existe un système de crédit qui fonctionne comme une centrale d'achat. Les producteurs à travers les groupements de producteurs de coton (GPC) et leurs unions programment leur besoin sur la base d'un crédit de campagne auprès de la CNCAS mais qui est sous la garantie de la SODEFITEX. La banque prélève sur le montant de la commercialisation la part de préfinancement engagé au moment de l'achat de l'engrais.

6. DIAGNOSTIC FONCTIONNEL DU COMITE DE CESSION

Le premier niveau de dysfonctionnement des CL comme évoqué au dessus demeure le niveau de participation, de responsabilisation et d'information des producteurs par le biais de leur organisation à savoir le SYNAEP/Jappadoo, l'autre point de dysfonctionnement est sans équivoque lié aux aspects fonctionnels des comités.

Dans cette partie, l'étude ressort les résultats d'analyse du mode de fonctionnement du comité au cours du programme de cession des engrais. C'est à ce niveau que sont analysées les différentes fonctions des CL telles que l'approvisionnement/réception, la distribution, la gestion du programme des engrais.

6.1. FONCTION D'APPROVISIONNEMENT ET DE RECEPTION DES COMITES

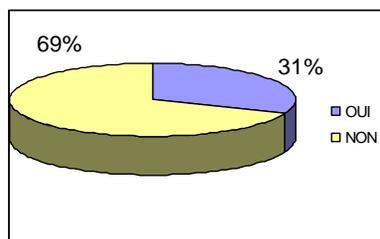
6.1.1. ESTIMATION DES BESOINS

A chaque début de campagne, l'Etat à travers ses services, estime les besoins en engrais du programme agricole. Pour cela, la Direction de l'agriculture (DA) demande aux différentes DRDR qui à leur tour sollicitent les SDDR pour définir les besoins des producteurs en engrais. Ce dernier se rapproche du président de la communauté rurale, des chefs de villages pour la collecte des données. Puis en confrontation avec les superficies à emblaver, les cultures ciblées, les consommations des années précédentes et également par rapport au rythme des ventes, il ajuste ces statistiques par rapport à l'évolution du secteur pour sortir les besoins estimés en engrais de chaque localité. Par exemple à Darou Marnane, la communauté rurale avait réceptionné 40 tonnes d'engrais pour la campagne 2008-2009 de mil et d'arachide, mais le retard accusé à la livraison a fait qu'à la campagne suivante leur quota a été ramené à 15 tonnes.

Cependant le circuit officiel n'est pas toujours appliqué. L'expression des besoins des producteurs n'est pas prise en compte. Dans certaines localités l'affectation des quotas d'engrais est proportionnelle à celle des semences. En effet, à Déali, l'estimation des besoins est faite selon le principe : 750 kg d'engrais par tonne de semences d'arachide coque ou 1 500 kg d'engrais par tonne de semences d'arachide décortiqué.

Sur ce, force est de constater que les CL ne sont généralement pas impliqués dans l'estimation des besoins (69 % des comités).

Figure 7 : Réponses sur l'implication des comités dans l'estimation des besoins



Les comités sont mis devant le fait accompli. Les producteurs sont absents à toutes les étapes, (quantification pour l'expression des besoins, appel d'offres, adjudication, détermination des quotas régionaux, et définition des prix). Ils sont informés à posteriori. Dès fois le comité n'est même pas informé du quota affecté à sa collectivité locale (cas de Dagana).

Cependant, les comités respectifs des filières riz et tomate se réunissent en début de campagne pour définir leurs besoins en engrais. Puis, ils les transmettent à la SAED qui les valide sur la base des superficies à emblaver et des dosages à l'hectare indiquées sur les fiches techniques. Ce contrôle constitue un élément d'éligibilité au financement de la CNCAS pour les besoins de la campagne agricole au niveau des comités riz et tomate.

Dans certaines zones par exemple Djilass (Fatik), l'expression des besoins des populations est plus orientée vers un quota plus élevé d'engrais pour mil or le dispositif et malgré les demandes incessantes des producteurs, leur apporte un quota plus important en engrais arachide. En conclusion il y a une urgence à se référer aux besoins réellement exprimés à la base et à s'y conformer lors de l'attribution des quotas et de la distribution.

Au niveau de la zone sud, l'estimation des besoins est faite selon le schéma suivant :

- Pour la SODEFITEX, les techniciens en rapport avec les GPC, sur la base des superficies à emblaver, déterminent les quantités d'engrais nécessaire par producteurs et par groupement. Ces estimations sont consolidées au niveau des unions ;
- Pour la SODAGRI, les estimations de besoins sont calculées sur la base des objectifs d'emblavure aussi bien au niveau qu'en dehors des périmètres aménagés, en fonction des doses d'engrais recommandées pour chaque zone de culture. Ces besoins sont ensuite transmis au ministère en vue de leur satisfaction.

Le ministère par la suite, attribue un quota pour la zone SODAGRI et en informe cette dernière et le fournisseur afin qu'il procède à la livraison. Cependant les quantités allouées sont toujours inférieures aux besoins exprimés.

6.1.2. MODALITES D'ACQUISITION DES ENGRAIS

Les modalités d'acquisition des engrais varient en fonction des zones.

En effet au-delà des directives qui sont données dans la lettre circulaire quant à la distribution des engrais et qui sont appliquées au niveau des comités de cession, il existe au niveau de chaque zone des spécificités qui sont liées ou à la filière ou à la structure d'encadrement évoluant dans la zone. C'est ainsi qu'on note différentes modalités d'acquisition dans la zone de la vallée du fleuve Sénégal encadrée par la SAED, dans la zone cotonnière encadrée par la SODEFITEX, dans la zone de l'Anambé encadrée par la SODAGRI et dans les autres zones encadrées par les DRDR et l'ANCAR.

6.1.2.1 MODALITES D'ACQUISITION DANS LA REGION DE LA VALLEE DU FLEUVE SENEGAL

Cette zone est encadrée par la SAED et par la SOCAS (filère tomate). A ce niveau deux modalités d'acquisition sont notées, l'une au niveau du comité tomate, l'autre au niveau du comité riz

- Modalités d'acquisition du Comité Tomate

Elles se présentent ainsi qu'il suit :

- Publication d'avis d'appel d'offre par le comité pour la sélection d'un fournisseur ;
- Négociation entre l'Etat et le fournisseur pour fixer les prix et les quantités d'engrais subventionnées ;
- Allocation par la CNCAS des bons de livraison aux producteurs agréés.

- Modalités d'acquisition du Comité riz :

- Sélection par l'Etat d'un fournisseur sans avis d'appel d'offre ni avis des producteurs ;
- Ce manque de transparence vis-à-vis des producteurs crée un climat de suspicion qu'à la certitude que le fournisseur vend au prix subventionné l'effectivité du quota offert par l'Etat ;
- A Ross Béthio seule l'urée utilisée comme fumure d'entretien, est subventionnée avec un quota producteur de 300 kg/ha ; le 18 46 00 ne l'est pas.

- Modalités d'acquisition pour les filières hivernales (arachide, patate douce, niébé) :

- Sélection par l'Etat d'un fournisseur sans avis d'appel d'offre ;
- SDDR communique les quotas et les prix de cession au CR ou au CL.

La CNCAS octroi du crédit directement aux producteurs membres d'un GIE ou d'une Union. Mais toutefois qu'un producteur affilié ne s'acquitte pas de sa dette antérieure, la banque refuse l'octroi à l'ensemble de l'organisation (GIE ou Union).

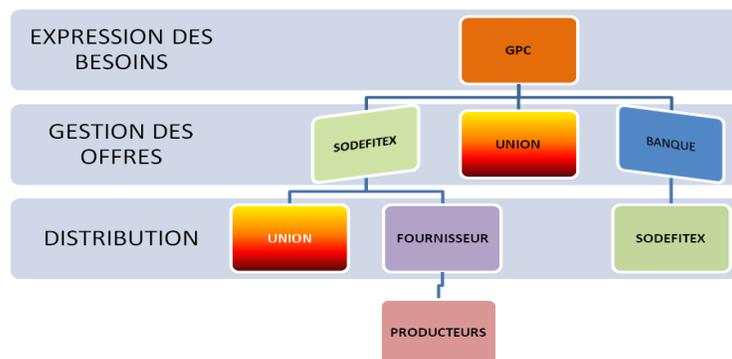
6.1.2.2 MODALITES D'ACQUISITION DANS LA ZONE SUD

Il s'agit principalement des zones encadrées par la SODEFITEX d'une part et d'autre part par la SODAGRI.

A – ZONE SODEFITEX, les modalités se déroulent ainsi qui suit :

- L'expression des besoins est effectuée au niveau des GPC ;
- Cette expression est centralisée au niveau de l'union active dans chaque région cotonnière ;
- L'union avec l'assistance de la SODEFITEX élabore l'expression des besoins en crédit pour chaque GPC ;
- L'ensemble de ces dossiers est transmis à la banque qui octroie le crédit pour chaque groupement ; le crédit est administré par l'UNION avec l'assistance de la SODEFITEX ;
- Le prêt de la banque permet au producteur de payer la partie non subventionnée ;
- la SODEFITEX prend en charge le montant de la subvention que devait payer l'Etat au fournisseur en attendant son remboursement. Le schéma institutionnel de la SODEFITEX permet d'anticiper sur la campagne de subvention des engrais et d'avoir un calendrier de mise en place très opérationnel pour les producteurs.

Figure 8: Schéma institutionnel de la distribution des engrais au niveau de la SODEFITEX



B – ZONE SODAGRI, les étapes de l'acquisition des engrais pour la zone se présentent ainsi :

- fixation des superficies aménagées à emblaver par la Direction Générale ;
- Evaluation des besoins en engrais par la SODAGRI (Direction technique) ;
- Envoi des besoins au Ministère de l'Agriculture ;
- Allocation d'un quota par le ministère et sa notification à la SODAGRI et aux fournisseurs agréés par le Ministère de l'Agriculture ;

- La distribution est effectuée par le fournisseur sur la base de la certification par la SODAGRI (conseiller agricole).

6.1.2.3 MODALITES D'ACQUISITION DANS LE RESTE DU PAYS

Hors de la VFS et de la zone d'intervention de la SODEFITEX et de la SODAGRI, les modalités d'acquisition des engrais subventionnés se présentent ainsi :

- Sélection par l'Etat d'un fournisseur sans avis d'appel d'offre ;
- Communication aux DRDR, des quotas et prix retenus pour chaque région ;
- Communication par les SDDR des quotas et des prix de cession aux comités locaux de cession.

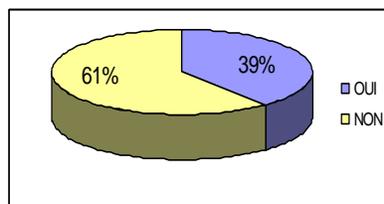
Exceptionnellement, l'Etat à travers le Ministère de l'Agriculture, affecte dans certaines zones des quotas spéciaux aux « gros producteurs. Le CL n'est ni consulté ni informé ni concerné par ces opérations. Cette situation permet à ces derniers de se réapprovisionner au niveau des CL ; il est à noter dans ce système une ouverture pour un double approvisionnement.

Nous tenons à rappeler de manière générale que la filière arachidière demeure jusqu'à présent prédominante dans le secteur de l'engrais subventionné de par son poids et son importance en termes de superficie emblavée.

6.1.2.4 IMPLICATION DU CL DANS LA FIXATION DES PRIX ET LA DEFINITION DES CONDITIONS DE CESSION

Les comités ne sont pas impliqués dans les décisions de fixation des prix. Et seuls 39 % sont impliqués dans la définition des conditions de cession, particulièrement dans la zone nord de l'étude.

Figure 9: Implication des comités dans la fixation des prix



Dans les zones Sud, avec les sociétés de développement et hors des sites d'intervention de ces dites sociétés, aucun comité n'a la possibilité ni la responsabilité dans la fixation des prix.

Dans certaines zones, pour parer aux charges de location des magasins et de fonctionnement, des CL décident avec des producteurs, d'une certaine majoration du prix de cession et du démarrage de la distribution des engrais. Ils le justifient par le fait que leurs magasins de stockage sont sous location et que, ses charges sont intégrées dans le prix de cession.

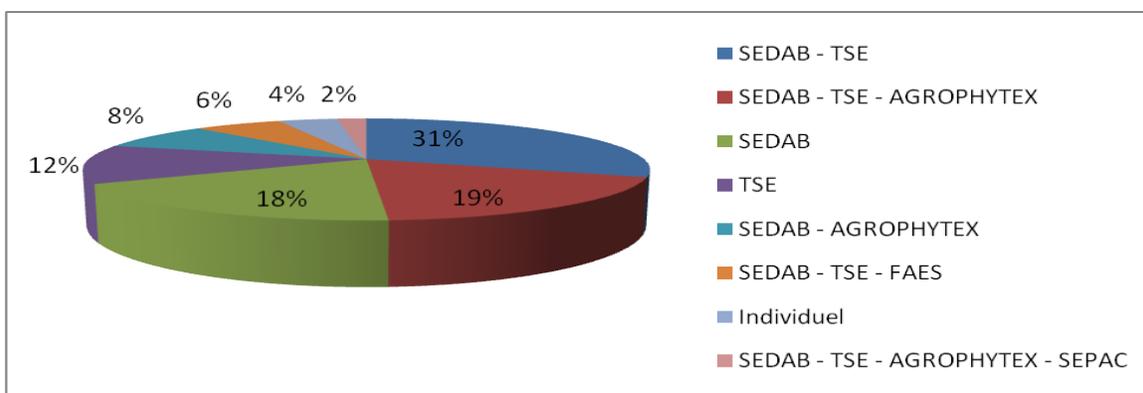
Concernant les filières horticoles c'est la Direction de l'Horticulture qui définit les quotas des engrais pour les filières oignon, tomate et patate douce.

Le travail d'investigation fait au sud du pays a permis de constater que des fournisseurs tels que SEDAB et TSE ont réussi à mettre en place des engrais avant la notification afin de ne pas subir de retard important du fait des décisions tardives de l'Etat. Si cette anticipation pouvait être plus précoce ainsi que la fixation des prix au moment où le producteur disposerait encore de ressource financière (période post-commercialisation), l'utilisation de l'engrais aurait fait un bond quantitatif important dans le schéma de production des paysans.

6.1.3. SYSTEME DE RECEPTION DES ENGRAIS

Le fournisseur agréé achemine par ses propres moyens les engrais aux comités bénéficiaires. Les principaux fournisseurs sont : SEDAB, TSE, Agrophytex. La figure ci-après présente le poids des fournisseurs dans la cession des engrais au niveau de l'échantillon étudié.

Figure 10 : Réponses sur les principaux fournisseurs du programme des engrais subventionnés selon les comités



La SEDAB est le principal fournisseur d'engrais aux producteurs ; elle assure la fourniture pour 86 % des CL rencontrés. En outre, on note la collaboration entre TSE et la SEDAB dans la distribution au niveau de 58 % des CL.

Les autres fournisseurs sont constitués de la SEPAC, de la FAES pour le Bioferty, El Hadji Kéba Wilane et Mor Sarr.

Selon les zones agro écologiques on note une spécialisation des fournisseurs :

- la SEDAB dans la Sud et le bassin arachidier, en collaboration étroite avec TSE pour la distribution de l'urée ;
- Agrophytex pour la filière tomate et patate douce ;
- la SEDAB et TSE pour la culture du Riz (urée) ;
- SEDAB pour les céréales (maïs principalement) avec le 151515 dans la zone Nord.

Les quantités d'engrais consommées varient selon les formules et les localités.

Concernant le Bioferty, la consommation s'est avérée très faible. Il en est de même dans les autres régions. Les raisons invoquées sont relatives au manque d'information sur sa composition, sa fiche technique d'utilisation et ses performances.

Tableau 1: Cession de Bioferty dans la région de Kaolack

Zones	Prévues	Reçues	Vendues	% V/R
KAOLACK	390	60	8,45	14,1
NIORO	390	35	6,5	18,6
GUINGUENEO	270	20	10,5	52,5
REGION	1 050	115	25,45	22,1

Ce tableau met en exergue la forte utilisation de l'urée liée aussi aux consommations selon les cultures (Urée /maïs)

Les tableaux ci-après illustrent le niveau d'utilisation de différents engrais dans la zone de Tambacounda.

Tableau 2 : Cession d'urée et de bioferty dans la région de Tambacounda

Zones	Quantités d'Urée (Tonne)				Quantités Bioferty (Tonne)			
	Prévues	Reçues	Ventes	Stocks	Prévues	Reçues	Vendues	Stocks
Tambacounda	240	450	80,55	369,45	300	25	2,25	22,75
Koumpentoum	180	260	82,55	177,45	300	0	0	0
Bakel	120	95	21,3	73,7	360	0	0	0
Goudiry	60	45	3,25	41,75	450	0	0	0
Région	600	850	187,65	662,35	1410	25	2,25	22,75
		142%	22%	78%		2%	9%	91%

Tableau 3 : Cession d'engrais NPK dans la région de Tambacounda

	Quantités 6-20-10 (Tonne)				Quantités 15-15-15 (Tonne)				Quantités 15-10-10 (Tonne)			
	Prévues	Reçues	Ventes	Stocks	Prévues	Reçues	Ventes	Stocks	Prévues	Reçues	Ventes	Stocks
Tamba	295	294	236,15	58,8	355	309,7	158,95	150,75	180	175	128,7	46,3
Koumpentoum	295	295	287,55	7,45	275	275	248,5	26,5	185	184,8	172	12,8
Bakael	36	24	0,55	23,45	55	51	16,8	342	65	48	7,35	40,65
Goudiry	74	40	112	28,8	100	38	2	36	70	58	14,55	43,45
REGION	700	653,95	535,45	118,5	785	673,7	428,25	247,46	500	465,8	322,	143,2
		93%	82%	18%		86%	63%	37%		93%	69%	31%

Dans la colonne « prévu », sont inscrites les quantités estimées au niveau des DRDR, différentes de la réelle expression des besoins qui aurait permis de faire une analyse plus précise.

Le 6-20-10 est consommé à hauteur de 82 %, le 15-15-15, à hauteur de 69 % et 15-10-10 a hauteur de 63%, par contre l'urée et le bioferty sont utilisés respectivement à hauteur 22 et 9 %.

Le 6-20-10 et le 15-15-15 sont utilisés en grande quantité pour respectivement l'arachide et le maïs.

Il faut noter qu'à Tambacounda (180 T) et à Koumpentoum, l'urée KR2 de JICA ajouté à celui du programme agricole a permis d'augmenter les dotations.

L'analyse du cas de Tambacounda nous a permis de tirer les enseignements suivants :

- Malgré les déclarations des producteurs quant à l'insuffisance des quantités mises en place par rapport à leur besoin, les données chiffrées démontrent le contraire car les quantités réceptionnées ne sont pas totalement vendues. Des échanges avec les producteurs, découlent des explications liées à des problèmes de mise en place tardive (souhait des producteurs pour une mise place au plus tard au moment de la commercialisation des productions - solvabilité des producteurs durant cette période).
- Les NPK (6-20-10, 15-15-15 et 15-10-10) sont beaucoup plus utilisés que l'urée et le bioferty.
- Concernant l'urée, son utilisation devrait être beaucoup plus importante, eu égard aux recommandations de la recherche pour les cultures de riz, de maïs et de mil où elle est d'un apport très important. Ceci met en évidence les problèmes d'itinéraire technique et de vulgarisation ;
- Concernant le bioferty sa faible utilisation découle de la méconnaissance du produit ; ni les fiches techniques, ni des séances de vulgarisation ont précédé ou accompagné sa mise en place.

Le tableau ci-dessous présente les divers types d'engrais subventionnés, leurs cultures de destination et les prix de référence pour la campagne 2009 2010.

Tableau 4 : Prix de référence des engrais pour la campagne agricole 2010-2011

Types d'engrais	Cultures	Prix de référence par kg
le 15-15-15	Maïs	187
le 10-10-20	Cultures maraîchères	206
le 15-10-10	Sorgho et mil	165
le 18-46-0*	Riz	310
le 14-23-14-5-1	Coton	
le 9-23-30	Tomate	196
l'urée	Cultures céréalières et coton	143
le 6-20-10	Arachide et le niébé	160
le bioferty	Toute culture	57

* : le 18-46-0 n'a pas été subventionné

Au cours de l'enquête il a été constaté que les prix indiqués sont les mêmes que ceux fixés par l'Etat, de fait aucune spéculation sur les prix n'a été relevée.

Partout où des méventes étaient constatées dans les comités, il ya eu un transfert de produits d'une localité à une autre par le fournisseur afin de répondre à un besoin d'engrais d'une autre localité. A noter que dans certaines localités des transferts se sont avérés malgré le désaccord des comités.

D'une manière générale, le fournisseur prend en charge le transport et le déchargement au point de chute.

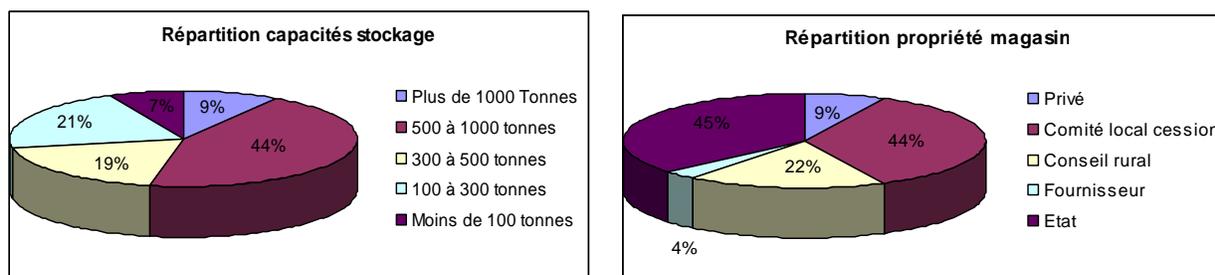
Au niveau des opérations de cession des engrais, l'avis des chefs de village est essentiel. A la réception, le bureau du CL seul habilité à réceptionner les engrais, convoque les chefs de villages de la communauté rurale pour décider des modalités de cession.

Les engrais sont réceptionnés soit dans des magasins communément appelés secco de capacité 1 000 tonnes et mis à disposition par l'Etat, soit dans des magasins de la communauté rurale, de privés de capacités variables (environ 500 tonnes) appartenant soit aux organisations paysannes soit aux fournisseurs (voir figure ci-après).

Figure 11 : Types de magasins de stockage



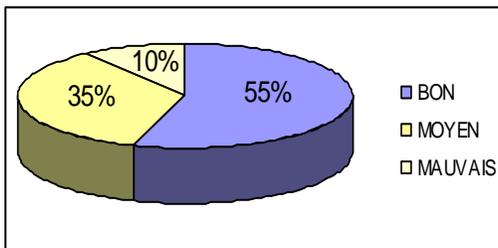
Figure 12 : Taux de répartition de la capacité de stockage et de la propriété des magasins



Les secco sont généralement exploités pour le stockage des engrais, des semences et des récoltes (arachide) du programme agricole. Cette situation dénote la promiscuité des différents produits.

Concernant l'état des magasins, 55 % sont en bon état, contre 35 % de qualité moyenne et 10 % de mauvais état (voir figure ci-après). En général aucune action d'amélioration n'est constatée, de même qu'aucun cadre réglementaire d'affectation des magasins aux comités ne l'est pas.

Figure I3 : Etat actuel des magasins de stockage

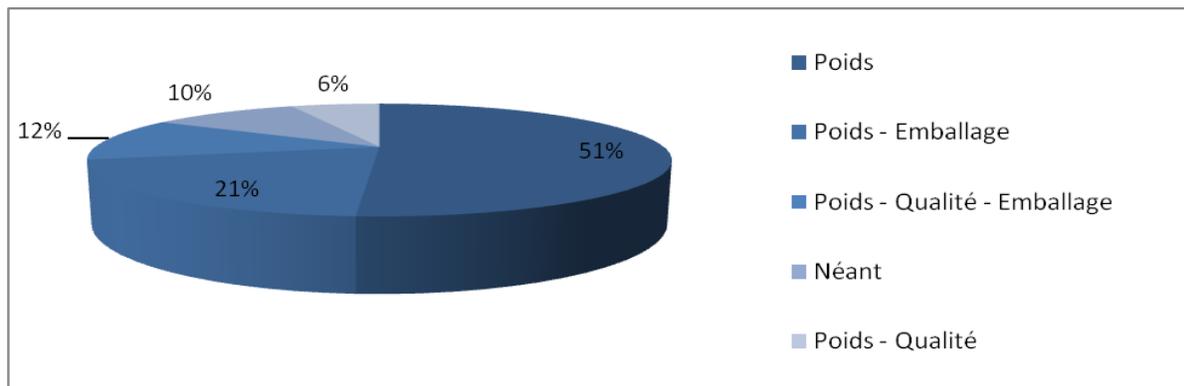


Il est constaté également que :

- Les normes de stockage ne sont respectées, (inexistence de palettes, mauvais rangements, multi usages ...).
- La problématique de la prise en charge de l'entretien, de la réfection, et de l'équipement des magasins reste cruciale et doit être résolue.

A la réception des engrais, 51 % des comités ne font qu'un simple contrôle visuel et un rapprochement du nombre de sacs réceptionnés par rapport aux valeurs indiquées dans la lettre de voiture. Aucun contrôle effectif de poids n'est effectué. En outre, 21 % des comités font un contrôle du poids et des emballages, et seuls 18 % font un contrôle visuel sur la qualité des engrais. Voir figure ci-dessous.

Figure I4 : Réponses des comités sur les éléments de contrôle des engrais à la réception

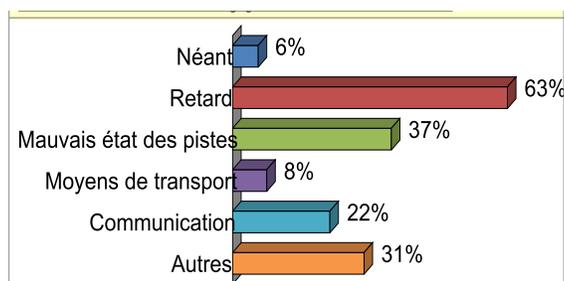


Il devrait être institué une procédure d'agrégation de la réception des produits, à vulgariser dans l'ensemble des comités. Il s'agit notamment d'indiquer les éléments à contrôler tels que le poids, la qualité des emballages, la quantité, le marquage et les étiquettes des sacs comme c'est le cas dans certains comités locaux. La qualité

intrinsèque des engrais doit être contrôlée au départ des produits de Dakar avant distribution par le commanditaire, ou suite à un prélèvement d'échantillons pour analyse à faire dans des laboratoires agréés et accrédités.

La figure ci-dessous présente les statistiques sur les difficultés enregistrées au niveau du système de réception des comités :

Figure 15 : Réponses des comités sur les difficultés rencontrées au niveau du système d'approvisionnement



- **Le retard dans la mise en place des engrais** : c'est l'un des problèmes majeurs et récurrents auxquels sont confrontés les producteurs. En effet 63 % des comités interviewés affirment que les engrais arrivent en retard (entre Juillet et Août). Ceci résulte du fait que les appels d'offres sont lancés tardivement presque en Mai. A partir de cette période, les fournisseurs adjudicataires reçoivent leur notification et les prix des engrais subventionnés sont fixés. En plus, les commandes d'engrais ne sont effectuées que lorsque les fournisseurs reçoivent tout ou une partie du paiement des livraisons de la campagne précédente. Le retard à la réception induit à une mauvaise utilisation ou à un détournement sur d'autres cultures non indiquées (exemple : utilisation de l'engrais des céréales pour la contre-saison froide du maraîchage). Ce retard est aussi à l'origine des spéculations constatées dans certaines localités. Ceci traduit la nécessité de revoir la planification de toute la procédure d'acquisition des engrais, depuis l'expression des besoins, les appels d'offre, les livraisons et la mise en place au niveau des comités locaux. Toute cette procédure devrait être achevée au plus tard au mois de Mai surtout dans la zone Sud où les pluies sont précoces.
- **Le défaut de communication** : 22 % des comités déplorent cette situation. Les comités ne sont pas informés sur les quotas et sur les dates de livraison des engrais (Exemple de Dagana, Bagadadji, Medina El hadji). Ce qui pose des difficultés d'organisation à la réception.
- **Mauvais état des pistes** : selon 37 % des comités rencontrés, l'accessibilité de certaines localités, particulièrement dans la zone sud de l'étude, est freinée par le mauvais état des pistes. En général il n'y a pas de difficultés majeures entre Dakar et les points de chute, les réseaux routiers étant généralement en bon état. Par contre, les contraintes d'acheminement se situent plus entre le point de chute, le village et le champ du producteur. Cette situation est exacerbée en cas de retard de mise en place des intrants pendant la saison des pluies.
- **Quotas non conformes** : les quantités étant définies au niveau de la Direction de l'Agriculture, ne sont souvent pas conformes aux besoins réels des producteurs concernant les surfaces emblavées et les spéculations. Des producteurs disposant de moyens financiers complètent leurs besoins au niveau des marchés voisins ou même loin de leur localité si celle-ci ne dispose pas de fournisseurs (cas de Bambey). Dans un souci d'équité, les quotas sont repartis par villages et nombre d'habitants. Dans ce

cas, les quantités perçues par chaque producteur résultent insignifiantes (2 à 3 kg). Pour pallier à cette insuffisance, certains comités ont proposé d'harmoniser les quotas d'engrais avec les quantités de semence distribuées. Le mode de répartition entre les communes et les communautés rurales de la même région ne répond pas à une logique connue. Dans la recherche de solutions certains producteurs pour obtenir une plus grande efficacité de la subvention, prônent une affectation totale des subventions à l'engrais. Cela signifie que la subvention à accorder aux semences devrait être transférée à l'engrais pour augmenter les quantités perçues et se rapprocher des doses préconisées, contrairement à la situation actuelle qui ressemble plus à un saupoudrage et non à une fertilisation.

- **La non prise en compte des cultures prioritaires des producteurs :** Dans plusieurs localités il a été constaté que les priorités des producteurs en matière d'engrais en référence à la culture dominante ne sont pas toujours respectées. Par exemple à Bokhole, les comités reçoivent plus d'engrais 15-15-15 pour le maïs que le 9-23-30 pour la tomate. Le même phénomène est constaté dans le Sine où le 6-20-10 destiné à l'arachide est plus distribué que le 15-10-10 du mil.
- **La qualité suspectée des engrais :** Suite à une baisse de rendements des cultures, bon nombre de producteurs suspectent la qualité des engrais. Certains ont augmenté les dosages préconisés sans pour autant améliorer le niveau des rendements. C'est l'exemple de Fanaye où la dose d'exploitation de l'urée est passée de 300 kg/ha à 400 kg/ha.
- **Le défaut d'information sur les caractéristiques des engrais :** ceci est particulièrement constaté pour les nouveaux engrais sur les marchés tels que le Bioferty où la mise en place n'était pas accompagnée d'informations techniques. Pour ces raisons, il a été l'engrais le moins utilisé ;

Tableau 5 : Consommations de bioferty dans la région de Kaolack

REGION	Reçue	Vendue
KAOLACK	60	8,45
NIORO	35	6,5
GUINGUENEO	20	10,5
TOTAL	115	25,45

- **Magasins défectueux et mauvais stockage :** Concernant le stockage des engrais, dans 92 % des magasins visités, les sacs d'engrais sont rimés à même le sol. En outre, dans 10 % des magasins, on enregistre des dégradations (affaissement de dalle, manque d'étanchéité dans les toitures et trous dans les parois latérales en zinc des magasins) qui méritent des réparations et entretiens. A cela s'ajoute le manque de maintenance dû à l'absence de cadre de gestion de ces infrastructures utilisées par les comités.

Figure 16 : Système de stockage



- **La capacité insuffisante des magasins :** ce phénomène est observé au niveau de certaines localités (Touba Mosquée 3 sur les 7 sept zones disposent de magasin de dimension réduite). Dans d'autres zones (Ross Béthio) au Nord, le stockage se fait dans des locaux empruntés ou dans les domiciles des membres du bureau du comité. C'est l'exemple des grandes cuvettes Ross Béthio et Mboundoum exploitent respectivement 3 800 ha et 3 200 ha de riz, et qui disposent de magasins de capacité d'environ 500 tonnes. Elles n'ont pas l'avantage d'hériter de seccos et des magasins de la sécurité alimentaire que l'on retrouve dans le bassin arachidier et le Sud. Dans ces zones, il ya un besoin de magasin de stockage d'environ 2 000 tonnes.

Au-delà de ces principales difficultés au moment de l'approvisionnement, les producteurs décrivent les situations suivantes :

- Le manque d'information relative aux contrats qui lient l'Etat aux fournisseurs. Il n'y a aucun cadre réglementaire qui lie ces différents acteurs pour permettre de travailler l'amélioration de la mission de distribution des engrais ;
- L'éloignement des lieux de déchargement par rapport aux magasins de stockage du fait de l'enclavement de certaines zones ;
- L'inefficacité des doses actuellement recommandées.

6.2. FONCTION DE DISTRIBUTION DES COMITES

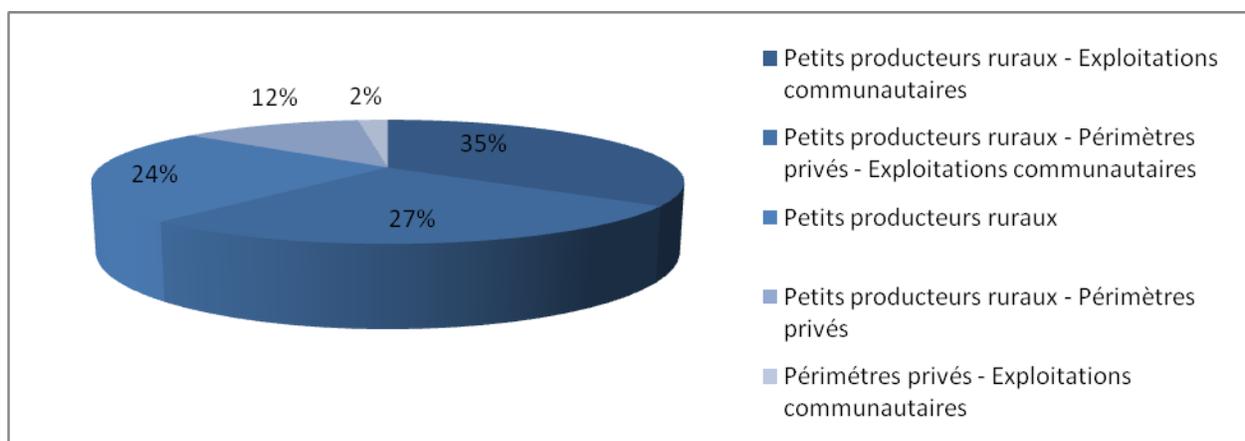
6.2.1. BENEFICIAIRES DES ENGRAIS SUBVENTIONNES

Les bénéficiaires des engrais subventionnés sont catégorisés différemment selon que l'on se trouve au nord ou au sud ou selon les filières administrées (SODEFITEX) ou encadrées (tomate et riz dans la zone SAED). Nous avons pris le soin de singulariser le cas de la Vallée du Fleuve Sénégal avec la CNCAS.

Les bénéficiaires des engrais subventionnés sont principalement organisés autour de trois groupes (petits producteurs, producteurs des périmètres privés et ceux des exploitations communautaires)

La figure 6 présente le taux de représentativité de ces trois groupes de bénéficiaires sur l'ensemble des comités interviewés.

Figure 17 : Taux de représentativité des trois groupes de bénéficiaires selon les réponses des comités



A la question qui peut être bénéficiaires, les réponses obtenues au niveau des comités sont multiples. Pour la grande majorité, il faut être producteur rural ou bien une exploitation communautaire. Au-delà de ceux-ci nous avons aussi quelques périmètres privés.

D'une manière générale, pour bénéficier des quotas d'engrais subventionné, le producteur doit disposer de terres et de matériel agricole. Dans le cas où le quota engrais est proportionnel à celui des semences, il doit justifier de la disponibilité en semences.

Dans les périmètres irrigués de la Vallée du Fleuve Sénégal, la SAED et la CNCAS sont à la base de la sélection des bénéficiaires. Le premier décide sur l'évaluation du potentiel agricole réel des producteurs, et le second sur les aspects financiers (solvabilité). La SAED dispose d'une base de données des producteurs. Par exemple, pour bénéficier de la subvention à Ross Béthio, il faudra obligatoirement faire l'offsetage de sa parcelle.

Les producteurs qui disposent de bon d'achat nommé BLP (Bon de Livraison Producteur) admissible auprès de la CNCAS, retirent leur quota auprès du fournisseur agréé sans apport. C'est la CNCAS qui rembourse au fournisseur la valeur de la subvention cédée. A Bokidiawé, 80 % des engrais subventionnés sont destinés aux

producteurs solvables à la CNCAS. Ceci favorise le regroupement des producteurs autour d'une organisation afin de défendre leurs intérêts communs dans la filière.

Les producteurs qui ne disposent pas de BLP (non solvables à la CNCAS), mais autorisé par la SAED, paient au comptant pour retirer leur quota.

Cependant, les comités ne sont pas parfaitement actifs dans l'exercice opérationnel de distribution des engrais. A Dagana par exemple, le comité n'est pas impliqué dans la distribution ; la preuve en est que tous les bons qu'il a eu à signer n'ont pas été exécutés. Les producteurs auraient l'impression que le CL gêne la CNCAS et les fournisseurs. Plus au nord à Aéré Lao, le comité n'est pas du tout impliqué dans les opérations de cession, c'est le représentant du fournisseur qui récupère l'ensemble des commandes des producteurs et se charge de la distribution. Le CL n'est impliqué que par l'apposition de la signature de son président sur les bons d'achat des producteurs. Au niveau de cette zone, le constat est que les comités ne sont pas opérationnels.

Dans les zones sud et centre, les cultures dominantes sont les céréales sous pluie. L'ensemble du système de distribution des engrais obéit au système décrit ci après.

Il est organisé autour des trois acteurs que sont les producteurs, les comités et les fournisseurs. Aucun système financier d'accompagnement n'est impliqué, la procédure de vente est directe et au comptant.

Le système de contrôle s'effectue à travers le chef de village qui certifie que le producteur répond aux critères d'éligibilité.

L'autre cas de figure, c'est le système administré de la SODEFITEX et du GPC (voir annexe). Il est exclusivement orienté vers la culture du coton, même si des actions sont à l'étude pour intégrer le maïs dans ses zones de couverture avec le même système grâce au partenariat avec le PCE.

Il s'agit d'expérimenter un modèle de mise en relation et de formalisation des échanges entre les différents acteurs de la chaîne de valeur maïs (fournisseurs, producteurs, industriels, institutions financières, etc.). Ce modèle est basé sur trois types de contrats :

- Entre les producteurs et les consolidateurs ;
- Entre les consolidateurs et les industriels ;
- Entre les consolidateurs et les institutions financière.

L'innovation dans ce modèle, c'est que sur ordre des institutions financières, le consolidateur (SODEFITEX) livre des intrants aux producteurs qui à leur tour signent des bordereaux de livraison qui seront présentés aux institutions financières pour le financement. Au moment de la commercialisation, l'équivalent monétaire des quantités de maïs reçues est versé dans le compte des groupements de producteur, l'institution financière retire le crédit et les intérêts, puis le reliquat revient au groupement de producteurs.

Il a permis aux producteurs d'accéder à un crédit de campagne et de recevoir des intrants de qualités à temps. En 2009, le programme test concernait 570 ha. En 2010, 1927 ha ont été emblavés. En 2011, le programme s'est fait sur 2215 ha.

Des résultats importants ont été enregistrés en 2010 avec une production de 5 181,5 tonnes de maïs et dont 3 500 tonnes ont été achetées par les industriels (AVISEN, CHOCSEN, SEDIMA et NMA), ce qui a ainsi permis de réduire les importations. Au terme de la campagne, les producteurs ont remboursé l'intégralité du crédit (122.185.090 FCFA).

Durant la réunion de bilan de campagne qui s'est tenue les 9 et 10 mars 2011 à Kaolack initié par l'USAID/PCE, tous les producteurs avaient magnifié la conduite du programme et ont souhaité que les superficies soient augmentées. C'est ainsi que le modèle a été adopté par d'autres consolidateurs (SEDAB, SOENA et Toulou Baye).

Cependant, la principale difficulté à laquelle le programme s'est heurté a été la question de la subvention sur le prix des intrants. En effet, malgré la demande qui a été adressé au ministre de l'agriculture allant dans ce sens, les intrants utilisés pour la campagne 2010/2011 n'étaient pas subventionnés par l'Etat du Sénégal. Le manque à gagner qui évalué à plus de 83.055.810 F CFA a été supporté par la SODEFITEX. En 2011, les producteurs ont accepté d'acquérir les intrants à des prix non subventionnés pour une valeur de 303.914.175 FCFA alors que la valeur de ces mêmes intrants au prix subventionné serait de 134.992.100 FCFA.

Le tableau ci-dessous résumé les quantités d'intrants livrées par la SODEFITEX en 2011.

Tableau 6: Quantités et valeurs des intrants mis en place par le SODEFITEX en 2011

Base Régionale	Semences kg		NPK (kg)	Urée (kg)	Valeur totale des intrants non subventionné	Valeur des intrants subventionnés
	Composite	Hybride				
Tambacounda	1 134		12 600	9 450	6 687 450	3 263 400
H.M. Casamance	10 152	650	94 250	71 100	52 664 100	24 952 200
Sine Saloum	18 570	15 775	395 700	281 000	244 562 625	106 776 500
Total	29 856	16 425	502 550	361 550	303 914 175	134 992 100

Ce modèle performant de la SODEFITEX impliquant de façon consensuelle et responsable les différents acteurs mérite d'être pris en compte dans le programme de subvention des intrants de l'Etat pour le pérenniser à l'image de ce qui se fait dans les filières coton et tomate.

6.2.2. CLES DE REPARTITION DES QUOTAS

En général pour les différentes zones, concernant les petits producteurs, dès réception, le comité se réunit pour procéder à la répartition selon les villages. Pour certains, cette répartition village ne tient pas compte du nombre de producteurs mais plutôt de la population du village, pour d'autres, le calcul est fait par rapport au nombre de carrés.

Les clés de répartition sont retenues à l'unanimité sous la présidence du chef de village et des membres du comité.

Deux cas de figure se présentent pour déterminer le quota d'engrais du village en fonction des quantités affectées à sa communauté rurale :

- Système n°1 : filières non organisées mais encadrées

$$Quota = \frac{Quota\ CR}{Pop\ CR} \times Pop\ Village$$

CR = Communauté rurale

- Système n°2 : Filières organisées

$$Quota\ village = \frac{Quota\ CR}{Potentiel\ S\ à\ emblaver\ CR} \times S\ à\ emblaver\ Village$$

Le quota par producteur (chef de carré) se présente comme suit :

$$Quota\ carré = \frac{Quota\ village}{Nombre\ carrés\ village}$$

A partir de là, chaque chef de village établit, une liste de bénéficiaires.

Le reste du stock des engrais à la fin de la cession est redistribuée aux producteurs résidents qui en demandent ou bien le fournisseur le retire pour le transférer à d'autres villages demandeurs.

Une échéance de 2 à 8 semaines selon les localités est définie aux producteurs pour le retrait de leurs quotas. Au-delà de 5 mois de distribution, un arrêté d'interdiction de vente est pris par le Ministre de l'Agriculture. Dans certaines zones, suivant la logique qu'il n'est pas intéressant d'allouer beaucoup d'engrais dans des localités où l'écoulement pose problème, le SDDR fait la répartition du quota de la collectivité sur la base de :

- la prise en compte de l'historique des consommations d'engrais par communauté rurale ;
- Et de la rapidité d'écoulement du stock dans la localité.

Si le quota par carré est très insignifiant (inférieur à 50 kg), le comité sous l'autorité du chef de village, procède au tirage au sort sur la base du quota producteur estimé entre 1 à 3 sacs. Ainsi, le nombre de producteurs du village devant en bénéficier est déterminé par la formule ci-dessous :

$$Nombre\ producteurs\ éligibles = \frac{Quota\ village}{Quota\ producteur}$$

L'acquittement du producteur par rapport au règlement de la taxe rurale constitue une priorité pour être éligible au tirage. Toutefois, le producteur gagnant devra attendre la fin du cycle de tirage pour pouvoir être éligible.

Cette méthode de tirage au sort a l'avantage d'être transparente et démocratique. Cependant, c'est le Chef de village qui devient responsable de la cession à la place du comité.

Dans certaines localités du Nord (Darou Marnane) la pratique se présente autrement. En effet, les producteurs ayant exploité moins d'un hectare cèdent leur part aux autres qui en disposent et qui sont dans le besoin.

Des mesures particulières sont prises pour les grands producteurs. Ceux-ci reçoivent généralement environ 6 sacs pour chaque 2 ha.

Par contre au Sud du pays, chaque producteur récupère le quota qui lui est affecté.

6.2.3. OPERATION DE DISTRIBUTION

Pour retirer son quota, deux cas de figures se présentent.

Cas des filières non organisées mais encadrées : le producteur se présente avec sa carte d'identité nationale. Le comité vérifie son inscription sur les listes de bénéficiaires et lui demande en toute conformité de signer sur le cahier des ventes pour retirer le quota qui lui est affecté, après paiement.

Cas des filières organisées : le producteur muni de sa pièce d'identité, présente au gérant du magasin sa fiche de demande d'engrais subventionnés visée par le conseil agricole (SAED, ANCAR, SODAGRI), le SDDR et le président du comité. Dans le cadre des filières organisées, la certification du conseil agricole permet aux bureaux des filières de cautionner une requête de crédit au niveau de l'institution financière. Ce faisant, un bon pour livraison est délivré au producteur qui se fera livré sur la base de cet effet.

Pour tous les autres, la vente se fait généralement au comptant, rare sont les cas où le gestionnaire des stocks et le Président du CL engagent dans leur compte des ventes à crédit aux producteurs considérés solvables (exemple Mbane).

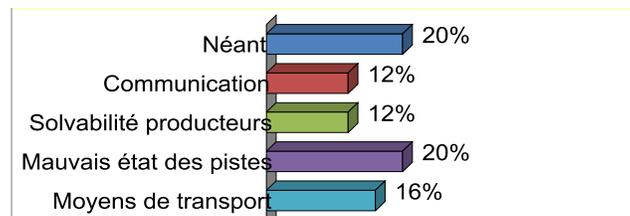
Au sud du pays, les prix proposés par les producteurs tendent à rejoindre ceux du programme agricole arrêté en 1980, avec une tendance à l'uniformisation de tous les prix à 100 f/kg d'engrais.

Le producteur prend en charge le transport de son quota du magasin jusqu'à son domicile.

La gendarmerie n'est pas souvent représentée, au moment des opérations de distribution, sauf en cas de problèmes.

Au niveau de la réception, 80 % des comités visités rencontrent des difficultés dans le système de distribution. La figure ci-après présente les taux de représentativité des difficultés rencontrées dans la distribution.

Figure 18 : Taux de représentativité des difficultés de distribution selon les réponses des comités



- **Mauvais état des pistes :** selon 20 % des comités visités, les producteurs éprouvent des difficultés pour retirer leurs quotas à cause des pistes défectueuses. Le programme de cession se fait en début d'hivernage, période à laquelle l'accessibilité des sites est souvent limitée à cause de l'impraticabilité de certaines voies de transport. C'est le cas dans plusieurs communautés rurales (Touba Mosquée, Ndorna, Médina El Hadji, Gandon, etc.)
- **Difficultés de transport :** aux pistes défectueuses, se greffent les difficultés de transport et les distances à parcourir par rapport aux faibles quotas affectés aux producteurs, faisant que certains ne trouvent pas l'intérêt de retirer leurs quotas car le coût d'acquisition des engrais les reviendrait trop chère ;

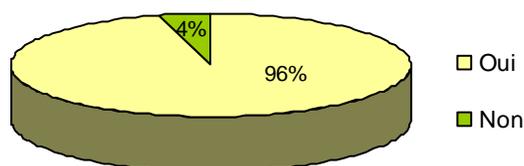
- **Le défaut de communication :** 12 % des comités sont concernés. En effet, ces comités n'informent pas les bénéficiaires sur les quotas alloués, la date d'arrivée et parfois même sur les conditions de cession. Ceci est dû essentiellement à l'absence de réunions préparatoires pour la mise en œuvre du programme de distribution des engrais ;
- **Insolvabilité des producteurs ruraux :** ce phénomène est rencontré au niveau de 12 % des comités visités. Il se traduit par le non retrait par les bénéficiaires des quotas alloués qui sont immobilisés dans les magasins concernés (cas de Niomré dans le département de Louga) ;
- **Servitude du bénévolat :** l'ensemble des membres des comités visités travaillent comme bénévole conformément à la lettre circulaire, ils n'ont aucune forme d'indemnisation ou de primes de motivation pour leurs prestations. Ils ont des problèmes de disponibilité, car ils ne peuvent pas être présents tout le temps sous peine de compromettre leurs propres activités hivernales. Du fait de cette situation on assiste très souvent au désengagement progressif des membres du comité. Il n'existe aucun moyen de contrôle, de pression ou sanction.
- **Fraude et détournement de destination :** La fraude décriée s'explique par des phénomènes observés dans différentes zones. des ventes sur le marché parallèle (*banas banas* et étrangers). Dans la zone du Delta (Ross Béthio), des producteurs qui ne disposent pas de parcelles bénéficient de l'engrais subventionné. D'autres gonflent leur quota sur la fiche d'achat. Le président départemental SYNAEP/Japandoo affirme avoir subi des pressions pour livrer de l'engrais à un grand privé (d'origine étrangère) ; dans un article du Soleil (8 février 2010) il est fait cas de revente illicite d'intrants subventionné à Patar. La double casquette de producteur/commerçant porte à des supputations sur des possibilités de fraude ou de détournement des destinations. Aussi après l'arrêt des périodes de subventions, les engrais arrivés trop tard sont revendus ou cédés pour des cultures autres que celles prévues. Certains producteurs revendent leurs quotas pour satisfaire leurs besoins quotidiens. A Amadi Ounaré, il est difficile pour la SAED de contrôler les producteurs qui sont à la fois des commerçants. Les actions du CL associées aux activités des services de sécurité ont permis de juguler le transfert illicite d'engrais subventionnés vers les pays limitrophes (limitation fraude). L'autre cause de détournement de destination est liée à l'arrivée tardive des engrais qui coïncide avec la période soudure, faisant que des producteurs revendent leur quota pour faire face à des difficultés financières. Le retard des paiements de la récolte précédente explique entre autre ce déficit financier. Jusqu'au mois de Mai, certains producteurs des régions sud n'avaient pas encore reçu leur paiement.

6.3. FONCTION DE GESTION DES COMITES

La gestion comptable de la cession des engrais est assurée par le représentant du fournisseur (gérant). La responsabilité du comité se limite à l'identification des producteurs bénéficiaires et à la supervision des ventes.

Niveau d'implication du gérant dans le comité local

Figure 19 : Réponse sur l'implication du gérant dans le CL

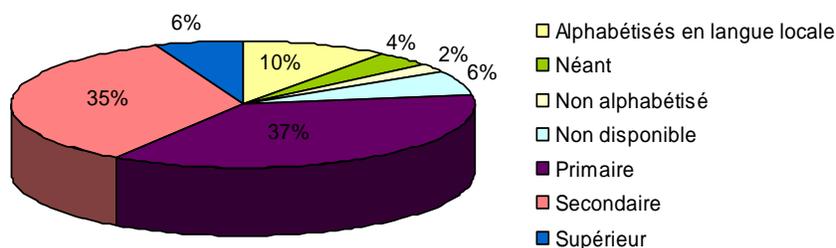


La figure ci-dessus montre que dans 96 % des cas, les gérants sont impliqués dans les comités locaux à l'exception de Ross Béthio et Dagana (4 %) où le fournisseur gère exclusivement son stock. Donc à l'exception de ces zones, la lettre circulaire est appliquée.

Niveau d'instruction du gérant

La figure ci-dessous présente le niveau d'instruction des gérants de magasin.

Figure 20 : Niveau d'instruction des gérants de magasin



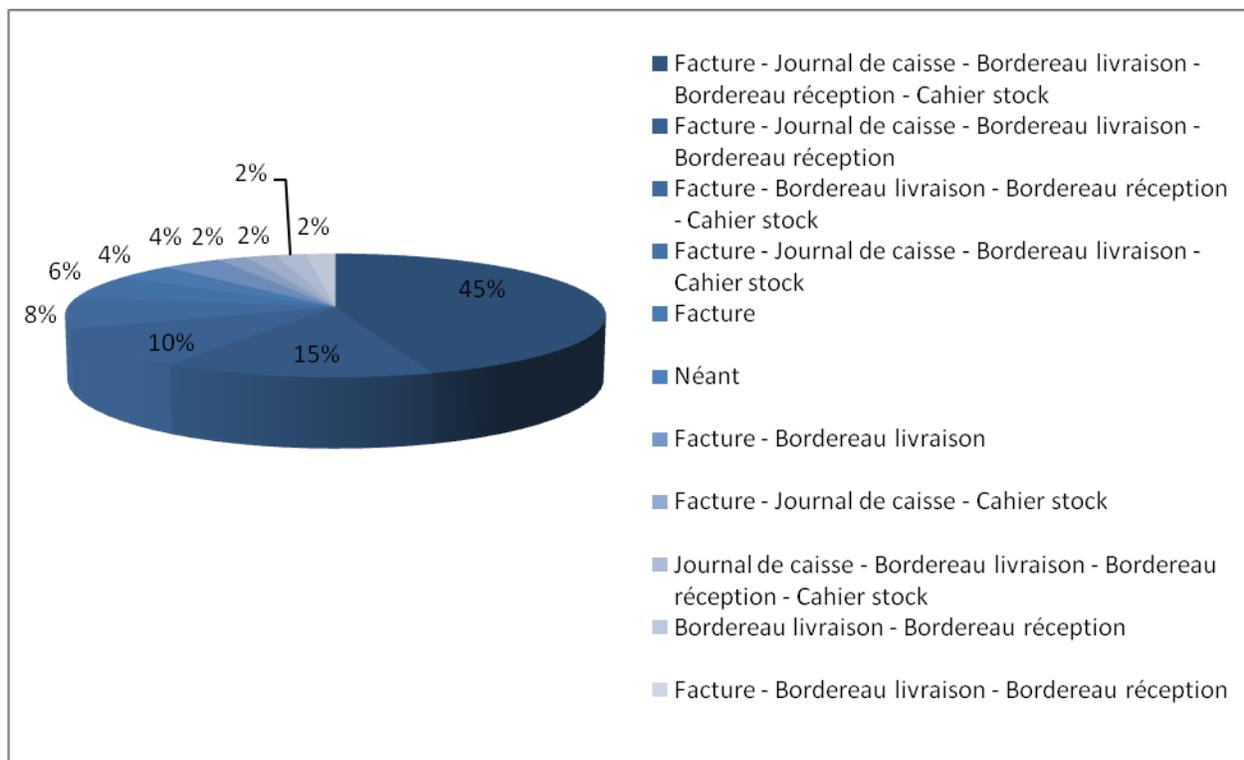
Concernant le niveau d'instruction, 78 % des comités disposent d'un gérant instruit (niveaux primaire, secondaire et supérieur confondu). Dans l'ensemble de l'échantillon, le niveau d'instruction est relativement faible avec 37 % pour le primaire et 35 % pour le secondaire.

Les pièces comptables utilisées sont : le bordereau de livraison et de réception, la facture, le journal de caisse et le cahier des stocks. Des modèles de procès verbaux de réception et de distribution sont également utilisés. Cependant, la possession de carnet de vente et de fiches entrées/sorties est relative.

Pièces comptables utilisées

Les réponses au niveau des comités locaux de cession sur la question d'existence de pièces comptables sont illustrées sur la figure ci-dessous.

Figure 21 : Existence de pièces comptables utilisées



Les pièces comptables les plus utilisées sont les facturiers, les bordereaux de livraison et de réception. Celles-ci sont mises en place par le fournisseur. Elles correspondent à des documents officiels.

Les journaux de caisse et les cahiers de stock sont des supports non officiels dans lesquels sont enregistrées respectivement les opérations comptables de ventes d'engrais aux bénéficiaires et les opérations d'entrée et de sortie des engrais dans les magasins.

A l'émargement, les bénéficiaires paient le prix de cession au producteur fixé par la lettre circulaire du Ministère de l'Agriculture en début de campagne. L'argent payé par les bénéficiaires est collecté par le gérant. Parmi les comités, soit 70 % établissent des procès-verbaux de réception et de fin de cession signés par tous les membres (toutes les quantités reçues et vendues sont mentionnées).

Le gérant qui forcément a plus d'intérêt d'archiver la traçabilité de ses opérations s'active à les garder et à proposer la certification au sous-préfet pour que le fournisseur puisse récupérer le montant de la subvention auprès des services agréés de l'Etat. Il collabore avec le comité dans les activités de cession, mais leur logique de rentabilité et la tenue de leurs documents comptables les obligent à être plus rigoureux dans l'archivage des documents de gestion. Néanmoins, le problème crucial d'archivage se pose. Le gérant transfère les procès-verbaux de cession et autres outils de gestion au fournisseur, mais sans laisser de copie au comité. Ceci pose le problème de gestion des documents de vente par le comité qui n'a pas de local spécifique destiné à cela. Cette question devrait être réglée par l'affectation d'un local au niveau de la communauté rurale ou dans un autre lieu administratif.

Contrairement à l'ancien schéma où l'autorité administrative avec ses organes d'exécution, était chargée de la mise en œuvre des opérations de distribution. Le nouveau dispositif de cession bien qu'ayant responsabilisé Japandoo et les représentants des producteurs n'a pas prévu d'outils d'accompagnement permettant au comité de gérer au mieux la vente des engrais subventionnés. Le soutien qu'il est en droit d'attendre de la part des services de l'agriculture, de l'ANCAR et même du CADL fait défaut du fait de la faiblesse des moyens et du maillage de ces services par rapport aux zones locales concernées. En cas de dysfonctionnement entre gérants et comité, la seule intervention possible est du ressort du Sous-préfet.

Contraintes identifiées dans la gestion :

Les contraintes identifiées dans la fonction de gestion des comités de cession sont les suivantes :

- **Insuffisance de capacité dans la gestion des stocks :** les critères de choix tenant compte des capacités ou niveau d'instruction des membres dans la gestion des stocks ne sont pas définis. Dans certaines zones, le gérant ne sait ni lire, ni écrire (Dinguiraye par exemple). Ceci conduit à l'implication des assistants communautaires ou d'autres personnes ressources dans la gestion des documents comptables et la rédaction des rapports de cession.
- **Problème d'archivage :** les documents de gestion ne sont ni partagés avec les autres membres du comité, ni bien archivés. Dès fois même, des copies des fiches de gestion non classées se perdent ;
- **Manque d'exhaustivité des rapports de cession :** les procès verbaux de réception et de fin de cession élaborés ne relatent pas toutes les circonstances des opérations mises en œuvre par le comité en cours d'exercice ;
- **Manque de suivi évaluation :** une faiblesse du système de cession au niveau des communautés rurales est le manque d'un suivi/évaluation indépendant pendant et après la cession. Ce système devrait pouvoir confirmer si les bénéficiaires inscrits dans les journaux de ventes sont vraiment des producteurs et s'ils ont reçu et utilisé les quantités indiquées. Cependant, la DAPS, dans le cadre du recensement agricole a inclus dans les enquêtes des investigations dans le suivi et la gestion des engrais au niveau des noyaux de familles. Conscient de la faiblesse des statistiques, 25 cadres du MA et de la DAPS ont été formés durant deux semaines. Il serait important d'impliquer aussi l'ANCAR vu sa présence sur le terrain pour tout ce qui a trait au suivi et à l'évaluation du programme de distribution des engrais. Cette initiative devrait être encouragée pour assurer le suivi et l'évaluation du programme des engrais subventionnés.

La subvention a un impact social mais crée des distorsions économiques et aucune stratégie de retrait de la subvention n'est appliquée.

7. MESURES D'AMÉLIORATION DU SYSTEME DE CESSION DES ENGRAIS

7.1. AU NIVEAU DES GRANDES CULTURES

Le diagnostic du dispositif de cession des engrais a mis en évidence des dysfonctionnements à plusieurs niveaux notamment en ce qui concerne le système d'approvisionnement, de distribution et de gestion.

Les performances des comités locaux de cession sont en deçà des attentes des acteurs du secteur agricole.

Pour améliorer le bon fonctionnement de ces comités, il est nécessaire d'envisager des mesures correctives.

Pour l'atteinte de cet objectif, quatre axes majeurs d'intervention ont été retenus à court et moyen terme :

1. Amélioration du cadre institutionnel et réglementaire :

Le cadre institutionnel et réglementaire global du programme de subvention des engrais a présenté des insuffisances qui ont entraîné des difficultés quant au fonctionnement des comités locaux.

Il s'agira dans cet axe de mettre en place des conditions beaucoup plus favorables et de réduire les dysfonctionnements observés. La lettre circulaire, pièce maîtresse du dispositif de cession, connaît encore des insuffisances quant à l'exhaustivité des critères de choix des acteurs, la définition de leurs rôles et responsabilités et les procédures de fonctionnement.

Les mesures qui vont contribuer à l'atteinte des objectifs de cet axe sont :

- 1.1. Révision de la lettre circulaire.
 - Élargir le niveau de représentativité des producteurs au-delà de Jappandoo ;

- Intégrer les assistants communautaires dans le fonctionnement du programme des engrais dans la lettre circulaire ;
- Définir les tâches des acteurs concernés par la lettre circulaire ;
- Formaliser l'actuel Comité de réflexion.

1.2. Redéfinition du niveau et du mode subvention

- Evaluer les besoins en engrais par communauté rurale ;
- Déterminer le niveau de la subvention par l'Etat (volume et formules d'engrais) ;
- Faire l'allocation des quotas de subvention.

1.3. Amélioration de la mise en œuvre des procédures d'appels d'offre, des adjudications et des paiements des fournisseurs

- Orienter l'Etat vers une consultation restreinte des fournisseurs impliquant le CNRFE sur la définition des critères d'éligibilité ;
- Aménager le calendrier de passation des marchés.

2. Amélioration du cadre opérationnel du programme de cession

Au-delà des problèmes d'ordre institutionnel et réglementaire, le mode opératoire du programme de cession souffre d'insuffisances telles que l'absence de manuel de procédures standardisées, la faiblesse du niveau de compétences du comité local sur les aspects de mise en œuvre, de gestion et de suivi du programme de cession. En outre, l'absence de dispositif de suivi évaluation pose les problèmes de gestion des données et de mesure d'impact du programme des engrais subventionnés.

Le cadre doit être ainsi amélioré pour permettre la réalisation des performances attendues sur le programme.

Les mesures qui devraient permettre l'atteinte de ces objectifs sont les suivantes :

2.1. Organisation du fonctionnement des comités

- Appliquer la lettre circulaire révisée ;
- Concevoir/réaliser des manuels de gestion et de procédures standardisés ;
- Valoriser l'expérience acquise par la SODEFITEX dans la cession des engrais au niveau de la filière maïs (voir en annexe) ;

- Définir et élaborer les modes de motivation des membres du comité.

2.2. Renforcement de capacités des comités

- Faire la formation des formateurs sur les manuels de gestion et de procédures ;
- Former les comités locaux sur le système de cession (agrégage, stockage, gestion administrative, organisationnelle et technique).

2.3. Suivi de l'exécution du programme

- Concevoir un système de suivi évaluation du programme de cession avec son secrétariat exécutif chargé de la supervision, du contrôle et du suivi des impacts de la subvention sur les systèmes de production
- Mettre en œuvre un dispositif de suivi-évaluation opérationnel au niveau régional, départemental et rural à l'instar des filières administrées
- Accompagner le comité de réflexion sur l'exécution du programme de cession.

3. Amélioration de l'efficacité des engrais

Il a été constaté sur le terrain lors du diagnostic que les formules d'engrais distribuées étaient obsolètes dans certains cas et qu'il n'y avait absence de contrôle sur la qualité de l'engrais livré par les fournisseurs. Par ailleurs, les conditions de stockage n'étaient pas définies ; l'engrais était entreposé dans de mauvaises conditions.

Il s'agit de cet axe de mettre en œuvre des mesures qui vont garantir l'efficacité des engrais. Ces mesures concernent les aspects suivants :

3.1. Actualisation des formules d'engrais

- Mettre en place une cellule scientifique chargée de la mise à jour des formules préconisées,

3.2. Contrôle de la qualité des engrais

- Concevoir un protocole d'agrégage des engrais réceptionnés ;
- Identifier et choisir un laboratoire pour l'analyse et le contrôle de la qualité des engrais réceptionnés ;
- Appuyer la mise en place d'un laboratoire d'analyse impartial et agréé ;
- Renforcer les capacités des agents du labo de l'ISRA de Bambey ;

- Créer un budget pour le contrôle des engrais ;
- Définir une stratégie de retrait progressif de l'Etat dans le programme de subvention.

4. Renforcement des actions de communication sur l'engrais et les modalités de cession

Dans le dispositif de cession des engrais, le manque de communication constitue le problème majeur.

Il a été noté le retard et des fois même l'absence d'informations sur les aspects liés au contenu de la lettre circulaire, au fonctionnement des comités et aux relations externes. Les acteurs ne connaissent pas leurs rôles et responsabilités. En outre, on note également le défaut de communication sur les engrais (formulation, importance et utilité) et de l'impact du programme de subvention des engrais.

De ce fait, il s'avère inévitable d'accompagner le programme de cession des engrais par un dispositif de communication opérationnel qui permettra d'assurer une bonne gestion de l'information. Il sera alors question de :

4.1. Améliorer le système de communication intra et extra groupe d'acteurs

- Restituer l'étude sur les comités locaux de cession des engrais ;
- Elaborer un manuel de procédure sur la gestion de l'information pour que tous les acteurs soient au même niveau d'information ;
- Diffuser des informations interne et externe (entre les services de l'Etat, les comités de cession des engrais et les autres acteurs) ;
- Organiser des campagnes de communication interpersonnelles et radiophoniques pour sensibiliser d'avantage les producteurs.

Le tableau suivant présente la matrice détaillée des contraintes et mesures d'améliorations à entreprendre pour lever les contraintes actuelles du dispositif de cession des engrais subventionnés.

Tableau 7 : Matrice détaillée des contraintes et mesures d'amélioration

N°	Contraintes	Mesures d'amélioration
1	Problèmes organisationnels et structurels des comités locaux de cession,	<ul style="list-style-type: none"> • Restructuration des comités locaux en comités restreints opérationnels. Les autres membres particulièrement les autorités politiques et de la société civile, pourraient être informés deux fois par an (début et fin de campagne). La possibilité pourra également leur être offerte de visiter à tout moment leur comité pour s'enquérir du déroulement des opérations.
2	Le bénévolat est de mise au niveau de tous les comités	<ul style="list-style-type: none"> • Rémunérer les membres des bureaux des CL.
3	Non définition des rôles et des responsabilités des membres des bureaux des comités dans la lettre circulaire	<ul style="list-style-type: none"> • Définition explicite des rôles et responsabilités des membres dans la lettre circulaire.
4	Définition non exhaustive des critères pour l'occupation de certains postes du bureau	<ul style="list-style-type: none"> • Définition de critères pour l'occupation de certains postes (secrétaire, trésorier...) au niveau du bureau surtout par rapport au niveau scolaire
5	Retard accusé dans l'approvisionnement des comités en engrais	<ul style="list-style-type: none"> • Apurement par l'Etat des dettes fournisseurs • Application des procédures d'appel d'offres des marchés publics ou recherche d'alternatives en relation avec la DCMP et/ou l'ARTP • Révision du calendrier des appels d'offre des engrais pour que l'approvisionnement se fasse au moment opportun pour les producteurs. <ul style="list-style-type: none"> ○ Lancement des appels d'offres au plus tard au mois de Mars ○ Mise en place des engrais au plus tard au mois de Mai ○ Paiement des fournisseurs au plus tard au mois de Février ○ Ceci augmenterait considérablement la consommation des engrais subventionnés, éviterait aussi l'immobilisation des stocks et pourrait contribuer à la baisse des prix.
6	Défaut de communication	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer le système de communication entre les services de l'Etat et les comités de cession des engrais. Impliquer les comités dans la collecte d'informations à la base pour assurer une meilleure estimation des besoins de la campagne agricole. • En revanche, les comités doivent aussi être informés à partir du mois de Mars du prix de cession des engrais.
7	Quotas insuffisants Non prise en compte des priorités culturelles des producteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluer les besoins réels en engrais sur la base des résultats antécédents ou d'enquêtes • Relever le niveau des quotas pour garantir un niveau d'impact élevé de la subvention sur les productions agricoles • Sur la base d'un protocole d'accord, charger les services de l'agriculture et les sociétés d'encadrement de l'estimation des besoins • Tenir compte du rapport engrais/ semences pour l'efficacité du programme itinéraire technique ; vulgarisation recherche développement

8	Inadéquation des formules	<ul style="list-style-type: none"> Recherche développement pour réactualiser les formules d'engrais
9	Qualité réduite des engrais Défaut d'information sur les caractéristiques des engrais	<ul style="list-style-type: none"> Aujourd'hui le laboratoire de l'ISRA Bambey est équipé pour pouvoir faire des analyses pour les engrais. Seulement, il faudrait renforcer les capacités des agents, créer un budget pour le contrôle des engrais et faire en sorte que le laboratoire soit agréé. Le contrôle des lots (échantillonnage et analyse) sera à la charge des fournisseurs. A cet effet, ils donneront les instructions nécessaires aux structures habilitées que sont les sociétés de surveillance (VERITAS, SGS, COTECNA ...) Les laboratoires chargés d'effectuer les analyses physico-chimiques doivent être compétents et si possible agréés. Mettre en place une cellule scientifique chargée : <ul style="list-style-type: none"> de l'étude pour la mise à jour des formules préconisées, du contrôle de la qualité des engrais avant à la réception par un laboratoire d'analyse impartiale et agréé Publication des résultats des analyses Fixer les normes de stockage des engrais aux fournisseurs
10	Connaissance approximative des engrais	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de capacités sur les engrais (types, rôles, identification etc.) choix d'un site de réception plus accessible
11	Fraudes	<ul style="list-style-type: none"> Impliquer d'avantage la Gendarmerie dans le comité restreint de cession des engrais, surtout en ce qui concerne la supervision, la surveillance et les enquêtes sur les cas de fraude qui doivent être menées jusqu'à leurs termes.
12	Difficultés d'accès aux magasins (mauvais état des pistes)	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place des engrais avant la saison des pluies Mise en place d'un programme de réalisation et d'entretien des pistes de production ou choix d'un lieu de réception plus accessible
13	Problèmes de stockage : Magasins stockage défectueux et capacités insuffisantes	<ul style="list-style-type: none"> Recensement quantitatif et qualitatif des aires et magasins de stockage Equipement en accessoires de stockage (palettes, bascule) et renforcement des méthodes de stockage (formation) Accompagner les comités dont les magasins sont défectueux pour les réhabiliter. Accompagner les comités ne disposant pas de magasins ou dont la capacité est insuffisante, pour l'acquisition de magasins appropriés.
14	Tous les magasins ne sont pas gardés	<ul style="list-style-type: none"> Sécurisation systématique de tous les magasins jusqu'à l'épuisement des stocks
15	Critères de distribution non formalisés	<ul style="list-style-type: none"> Définition d'une manière formelle des critères de distribution des engrais qui pourraient être adaptés à chaque localité
16	Insuffisance de capacités en gestion	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de capacités des comités avant démarrage des opérations pour améliorer la gestion
17	Restes en stock liés au retard et à la faible capacité de paiement	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place des engrais pendant la période de commercialisation des récoltes Mise en place d'un système de crédit garanti
18	Réunions non formalisées	<ul style="list-style-type: none"> Fixation de la périodicité des réunions (début, fin de campagne et chaque semaine)

19	Supports techniques diversifiés rendant difficile l'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> • Harmonisation des supports techniques (pièces comptables) de gestion
20	Inexistence de PV de réunions	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration et diffusion d'un modèle de PV
21	Inexistence rapport de cession (début et fin)	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration et diffusion d'un modèle de rapport standard
22	Absence de manuel de procédures	<ul style="list-style-type: none"> • Elaborer et publier un manuel de procédure pour que tous les acteurs soient au même niveau d'information et que chaque acteur impliqué tienne à respecter la tâche qui lui est dévolue dans sa mission
23	Insuffisance du suivi évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un système de suivi évaluation des activités des comités locaux et d'un schéma de transmission et d'exploitation des données

7.2. AU NIVEAU DE LA FILIERE COTON

En somme, la stratégie de mise en place de la subvention accordée par le Gouvernement tout en respectant le processus ci-dessus décrit, traverse des difficultés majeures liées au retard, du versement de la contrepartie de l'Etat.

Les couts bancaires induits par les retards dans le versement de la subvention, dépassent le seuil raisonnable et engendrent une tension sur la trésorerie de la SODEFITEX.

Tout le processus est caractérisé par les actions combinées d'un financement de campagne garanti et administré par la SODEFITEX et la CNCAS.

Afin d'éviter à la SODEFITEX cette situation, des propositions sont faites ;

- L'Etat versera la totalité de la subvention accordée aux cotonculteurs à la CNCAS ;
- La CNCAS paiera les fournisseurs pour les achats à crédit des cotonculteurs la part de la subvention couvrant des livraisons d'intrants
- La FNPC veillera à ce que cette subvention soit déduite du crédit intrant des cotonculteurs
- La SODEFITEX appuiera la FNPC et se chargera de veiller à ce que les fournisseurs soient payés par la CNCAS.

A travers ce processus la SODEFITEX se focalisera sur sa communication pour démontrer que la subvention est seulement un outil pour relever les rendements agricoles par une utilisation plus intensive et efficace des intrants

Et à terme la réussite d'une telle stratégie serait de hisser les exploitations agricoles à un niveau qui leur permettra de se passer de la subvention, afin de pouvoir faire face à un environnement concurrentiel.

Aussi bien pour la filière coton que pour la filière tomate qui ont des processus d'acquisition rodés et qui marchent, l'Etat devrait trouver une procédure particulière qui au lieu de perturber la démarche actuelle, contribuerait au contraire à la consolider.

Pour cela la proposition qui est faite est que l'Etat, pour chacune de ces structures détermine à temps le niveau de la subvention et leur laisse l'initiative de lancer leurs appels d'offre selon leurs procédures habituelles. L'Etat en ce moment verserait le montant de la subvention dans un compte ouvert à la CNCAS qui se chargerait de payer aux fournisseurs après les visas habituels et/ou livrerait immédiatement les lettres de confort aux fournisseurs attributaires pour leur permettre d'importer les engrais.

Une fois ces engrais sur place, la vente aux producteurs se fait après visa du comité concerné.

7.3. AU NIVEAU DE LA FILIERE TOMATE

Au bilan du diagnostic sur le mode d'octroi de l'engrais subventionné, le bureau du Comité National de concertation eu égard aux exigences de respect du calendrier et du paquet technologique, de son niveau d'organisation, a manifesté le souhait de pouvoir gérer directement, sur la base de l'éventuel budget de subvention octroyé par l'Etat, son programme d'approvisionnement en engrais.

En effet, la Filière avec plusieurs milliers de membres appartenant à des GIE et Unions est organisée autour du Comité National de Concertation de la Filière Tomate.

Cette filière intégrée permet à tous les acteurs de la chaîne de valeurs de pouvoir s'exprimer et défendre les maillons qu'ils occupent.

Le Système de financement, la production et la commercialisation de la tomate sont organisés de telle sorte à assurer, grâce aux protocoles engageant les différents acteurs de la filière (Les Groupements de Producteur, la Banque, l'Industriel, l'Encadrement technique de la Saed, les Fournisseurs, les Transporteurs) un parfait déroulement et dénouement des campagnes.

Les groupements assurent une organisation, une supervision et la solidarité entre les membres par rapport aux programmes de campagne, une garantie à travers des engagements solidaires par rapport à l'Industriel, la Banque, l'organisation entre autres pour les prélèvements.

Avec l'appui de l'Encadrement technique de la Saed et de l'Industriel qui contrôle les emblavures et la production, les risques d'impayés pour la CNCAS qui préfinance la campagne sont très faibles pour les producteurs et groupements qui ont le quitus d'éligibilité au dossier présenté par le comité de concertation au financement.

Déjà pour l'adoption dans le cadre de l'itinéraire technique étudié et adopté avec l'appui de la Saed, la Commission Technique du Comité National de Concertation était déjà habituée à tester et vérifier la validité des programmes proposés par les fournisseurs après des essais de deux ans, d'abord dans les sites de références désignés par les membres de la Commission Technique, puis vulgarisés au niveau des différents bassins de production.

Seulement, après ces tests, les fournisseurs sont autorisés à soumissionner en proposant leurs formules pour le paquet technologique standard ou intensif. A l'assemblée générale extraordinaire qui sera convoquée pour l'appel d'offre se fera le dépouillement ou le dernier mot revient aux groupements présents quant au choix du fournisseur sur la base d'une validation technique et des prix proposés.

Bien entendu, dans le cadre du cahier de charge, il va falloir insister sur les caractéristiques et garanties relatives aux produits offerts, leur composition, la formule chimique des éléments composant les engrais, l'origine, l'expérience la réputation du fabricant, les analyses physico chimiques, les types d'emballage, les détails par rapport aux lieux et de livraison. Il faut en plus inclure dans le commission de l'appel d'offre des représentants du Ministère de l'agriculture et de la commission de marché de l'Etat d'autant plus que le budget de l'Etat est impliqué.

Concernant les relations avec l'Etat, le comité tomate étant l'une des filières les plus organisées, il serait souhaitable que l'état puisse préciser au comité le quota qui lui est alloué en terme de budget de sorte qu'à temps, le Comité National puisse lancer très tôt un appel d'offre ouvert aux différents fournisseurs de la place, dès le mois de février, pour un dépouillement au mois de mars en présence des représentants du ministère et de la Commission Nationale des Marchés en vue d'une livraison au plus tard pour le mois de mai.

Une fois les offres dépouillées en séance, une commission restreinte incluant les techniciens du ministère, de la SAED et les représentants de la commission technique du comité, devrait statuer sur les autres aspects

techniques relatifs aux aspects concernant la conformité technique des offres ; la qualité et les garanties offertes. Après quoi les notifications ou lettres de confort devraient être délivrées avec l'accord du comité aux fournisseurs qui pourraient ainsi négocier avec les banques.

Ce schéma devrait permettre au Comité Tomate de prendre progressivement tous les besoins de la filière en main et à l'instar de ce qu'elle fait pour les autres fournitures et équipements, elle pourrait développer et consolider une demande solvable d'engrais pour les besoins réels des producteurs qui dépassent largement le quota actuellement alloué.

Le comité tomate pourrait, à la vue des niveaux de remboursement, apporter en complément à un fonds de garantie pour couvrir les besoins supplémentaires au programme d'approvisionnement des engrais outre le budget voté pour la subvention de l'Etat.. Ceci pourrait constituer un exercice concret qui permettrait à l'Etat du Sénégal de plus responsabiliser les organisations de producteurs en leur octroyant progressivement un fonds de garantie à la place des subventions.

ANNEXES

Tableau 8 : Répertoire des sites échantillonnés

REGIONS	DEPARTEMENTS	NBRE	SITES RETENUS
LOUGA	Louga	3	Léona - - Niomré Lô -Potou
	Kébémér	1	- Darou Marnane
	Linguère	1	Déali
MATAM	Matam	2	Magasin Saed Bokidiawé - Saldé
	Kanel	1	Amadi Ounaré
ST LOUIS	Saint-Louis	1	Gandon
	Dagana	6	R,Béthio - Boudoum Barage - Thiagar - Bokhol - Mbane - Dagana
	Podor	2	Fanaye - Aéré Lao
THIES	Thiès	1	Noto Ndiobass
	Mbour	2	Nguékhokh - Fissel
	Tivaouane	1	Méouane -
DIOURBEL	Bambey	2	Dinguiraye - Ndongol
	MBacké	1	Touba Mosquée
FATICK	Fatick	3	Loul Séssène - Djilass - Niakhar
	Gossas	1	Mbar
	Foundiougne	2	Diossong - Keur Saloum Diané
KAOLACK	Kaolack	2	Latmingué - Ndiaffate
	Nioro	2	Paoscoto - Nioro Commune
	Guinguinéo	1	Ourour -
KAFFRINE	Kaffrine	2	Kaffrine - Boulèle
	Birkelane	1	Ndiognik
	Koungheul	1	Koungheul -
	Malem Hodar	1	Sagna
TAMBA	Tamba	2	Koussanar - Missirah
	Koumpentoum	1	Koumpentoum -
	Goudiry	2	Koulor - Kothiary Commune
KOLDA	Kolda	3	Kolda comm - Bagadadji - - Médina El hadji
	Vélingara	2	Vélingara commune - Kounkané
	Médina Yoro Foula	1	Ndorna
TOTAL GENERAL		51	

Fiche diagnostic organisationnel des comités locaux de cession des engrais chimiques au Sénégal

Date : / / 2011

I. IDENTIFICATION

Nom enquêteurs :

Localisation du CL :

Personne de contact du CL :

Téléphone : Email :

OP membres du Comité Local de cession :

.....

.....

Cultures principales :

II. COMPOSITION

Composition du bureau ?

Membres	Oui	Non
Président : Représentant du Syndicat JAPANDOO		
Vice Président : Maire ou Représentant du Conseil Rural		
Secrétaire : Représentant du SDDDR ou CADL ou CAR		
Porte parole : Représentant du Syndicat JAPANDOO		
Trois représentants des chefs de villages		
Représentant de la Société Civile		
Représentant du CLCOP		
Représentant des GPF		

Composition des membres ?

Membres	Oui	Non
Les Sénateurs de l'arrondissement		
Les Députés de l'arrondissement		
Les membres du Conseil Economique et Social de l'Arrondissement		
Le représentant des sociétés locales d'encadrement (ANCAR, SAED, SODEFITEX,...)		
Les représentants institutions financières (un par institution)		
Cinq (5) membres du Syndicat JAPANDOO dont deux (2) femmes		
Deux représentants des autres OP		
Le représentant des fournisseurs d'intrants		
Le représentant de la jeunesse		
La Gendarmerie, la Police et la Douane		

Nomination démocratique des membres du CL ? Oui Non

Diagnostic des profils / postes ? Oui Non

Niveau d'instruction des membres du CL ? Primaire Secondaire
 Supérieur Alphabétisés langue locale Non alphabétisé

Les représentants des OP connaissent-ils les intrants ? Oui Non

Est-elle exigée ? Oui Non

La fonction de membre dans le Comité est-elle bénévole ? Oui Non

Relations du CL avec les structures locales d'encadrement ? Choix engrais Néant
 Choix itinéraire technique Recherche Assistance à l'appro/distribution

Relations du CL avec les OP ? Informations campagne Distribution engrais
 Conseil campagne

Existence de manuel de procédures définissant les types de relations ? Oui Non

Organisation de réunions ? Oui Non

Si oui, quelle fréquence ? Hebdo Mensuelle Trimestrielle
 Début campagne Fin campagne Irrégulier

Si oui, objet ? Expression besoin campagne Réception Distribution

Existence de PV de réunions ? Oui Non

III. FONCTION D'APPROVISIONNEMENT ET DE STOCKAGE

Participation du CL à la définition des besoins en engrais de la zone (quantité & qualité) ?
 Oui Non

Implication du CL dans la fixation des prix de l'engrais par l'Etat ? Oui Non

Implication du CL dans la définition des conditions de cessions ? Oui Non

Fournisseurs ? SEDAB Agrophytex TSE SEPAC
CAPSI

Mise en place du programme des engrais ? A temps en retard

Période d'approvisionnement ?

Difficultés d'approvisionnement ? Néant Retard Mauvais état des pistes
 Moyens transport Communication

Prise en charge du transport ? CL Fournisseur

Prise en charge du déchargement ? CL Fournisseur

Règlement de l'approvisionnement ? Comptant Acompte (.....%) Crédit

Si acompte ou crédit, délai règlement crédit ?

Lieu de réception des engrais ? Magasin Air libre

Si magasin, quelle capacité ?

Propriétaire du lieu ? CL

Qualité du lieu de stockage ? Bonne Moyenne Mauvaise

Contrôle à la réception ? Poids Qualité Emballage Néant

Moyens de contrôle ? Bascule Balance kg Visuel Néant

Stockage ? Sur palettes En vrac A même le sol

Approvisionnement en engrais des dernières années ?

Campagne agricole	Nom engrais	Subventionné (Oui / Non)	Quantité (Tonnes)	Prix (Fcfa/Kg)

Les forces de sécurité (Gendarmerie, Police et Douane) veillent-elles sur la régularité des opérations ?

Oui Non

Existence de rapport d'activité de réception des engrais ? Oui Non

Le CL fait-il parvenir quotidiennement au Chef du service départemental les informations ?

Oui Non

IV. FONCTION DE DISTRIBUTION

Critères d’octroi d’engrais aux bénéficiaires ? Etre membre OP résidente

Néant

Bénéficiaires des engrais réceptionnés ? Petits producteurs ruraux Périmètres privés

Grandes exploitations communautaires Grands commerçants

Responsable de la distribution ? Représentant fournisseur Membres CL

.....

Difficultés de distribution ? Néant Communication Solvabilité producteurs

Mauvais état des pistes Moyens transport Autres (précisez)

Prise en charge du transport ? CL Producteur

Règlement de la distribution ? Comptant Acompte (..... %) Crédit

Si acompte ou crédit, délai règlement crédit ?

Existence de dettes non recouvrées ? Très fréquentes Fréquentes

Peu fréquentes Néant

Distribution des engrais des dernières années ?

Campagne agricole	Nom engrais	Subventionné (Oui / Non)	Quantité (Tonnes)	Prix (Fcfa/Kg)

Existence de rapport d’activité de distribution des engrais ? Oui Non

Le CL fait-il parvenir quotidiennement au Chef du service départemental les informations ?

Oui Non

V. FONCTION DE GESTION

Existence de gestionnaires des stocks ? Oui Non

Si oui, combien ?

Niveau d'instruction du (des) gestionnaire (s) des stocks ? Primaire Secondaire
 Supérieur Alphabétisés langue locale Non alphabétisé

Existence de pièces comptables ? Facture Journal de caisse Néant
 Bordereau livraison Bordereau réception Cahier stock

Enregistrement régulière des opérations d'entrée et sortie stock ? Oui Non

Apposition de visa après entrée/sortie de stocks ? Oui Non

Si oui, par qui ?

Existence de gardiennage ? Oui Non

Si oui, fréquence gardiennage ? Permanent Saisonnier

Horaire gardiennage ? Jours Nuits Jours & nuits

Fiche d'interview des producteurs à propos des programmes d'engrais

Date : / 05 / 2011

Prénoms & Nom du producteur :

Nom du Comité Local :

Localisation :

Téléphone : Email :

Cultures principales :

Quantité distribuée satisfait-elle à votre demande ? Oui Non

Etes-vous impliqués lors de l'estimation de la demande de la zone ? Oui Non

La livraison des engrais se fait-elle au moment opportun ? Oui Non

Difficultés d'accès aux engrais subventionnés ? Oui Non

Difficultés d'accès au crédit pour l'achat d'engrais ? Oui Non

Traitement équitable des producteurs lors de la distribution ? Oui Non

Si non, qui sont privilégiés ? Grands producteurs Privés Commerçants

Transparence dans la distribution des engrais ? Oui Non

Derniers achats d'engrais ?

Campagne agricole	Nom engrais	Subventionné (Oui / Non)	Quantité (Tonnes)	Prix (Fcfa/Kg)

Satisfaction par rapport à la qualité des engrais ? Oui Non

Est-il parfois possible de réceptionner un engrais subventionné différent de celui qui a été déclaré ?

Oui Non

Appréciation des rendements enregistrés par l'utilisation des engrais subventionnés ?

Bons Moyens Mauvais

Accessibilité de l'unité de vente (sac 50 kg) à l'égard des producteurs ? Oui Non

Composition du Comité National de supervision, de contrôle et de suivi des opérations de cession des intrants et matériels agricoles

Bureau :

- Présent : le Président du SYNAEP/JAPANDOO, ou son représentant ;
- Vice Président : le Président de L'ANCR, ou son représentant ;
- Coordonnateur National : le représentant du Ministre de l'Agriculture ;
- Secrétaire : le Directeur de L'Agriculture ;
- Le représentant de la Société civile ;
- Deux portes paroles du CN désignés par JAPANDOO.

Membres :

- Le Représentant du Sénat ;
- Le Représentant de l'Assemblée Nationale ;
- Le Représentant du Conseil Economique et Social
- Le Représentant du Ministère chargé de l'intérieur ;
- Le Représentant du Ministère chargé de l'Economie et des Finances ;
- Le Représentant du Ministère chargé des Forces Armées ;
- Le Représentant du Ministère chargé des Infrastructures ;
- Le Représentant du Ministère chargé des Transports Terrestres ;
- Le Représentant du Ministère chargé du Commerce ;
- Le Représentant du Ministère chargé de la Jeunesse ;
- Le Représentant du Ministère chargé des Femmes ;
- Le Représentant du Ministère chargé de la transformation des produits agricoles ;
- La DAGE/MA ;
- Le Directeur de la Protection des Végétaux ;
- Le Directeur de l'Horticulture ;
- Le Directeur Général de l'INP ;
- Le Directeur Général SODEFITEX ;
- Le Directeur Général de la SAED ;
- Le Directeur Général de la SODRAGRI ;
- Le Directeur Général de l'ISRA ;
- Le Directeur Général de l'ANCAR.

- Le Directeur Général de l'Agence REVA ;
- Le Directeur Général de la CNCAS ;
- Le Directeur Général de la SUNEOR ;
- Le Président Directeur Général de la NOVASEN ;
- Le Directeur Général de CATT ;
- Les Responsables des projets, programmes et ONG ;
- Les Coordonnateurs et les Superviseurs des programmes spéciaux
- Le Président du Comité National Interprofessionnel de L'Arachide ;
- Les Représentants des fournisseurs d'intrants et matériel agricoles ;
- Le président de la fédération Nationale des Organismes Privés Stockeurs et des Transporteurs (FNOPST).

Composition du Comité Régional de contrôle et de suivi des opérations de cession des intrants et matériel agricoles :

Bureau :

- Président : le représentant du SYNAEP/JAPANDOO ;
- Vice Président : Le régional de L' ANCR ;
- Secrétaire : Le Directeur Régional du Développement Rural (DRDR) ;
- Chargés de mission : DAPS et ANCAR ;
- Porte parole : un représentant du SYNAEP/JAPANDOO ;
- Un (01) représentant des GPF ;
- Le représentant de la Société civile.

Membres :

- Les Sénateurs de la région ;
- Les Députés de la Région ;
- Les membres du conseil Economique et Social de la Région ;
- Le président du Conseil Régional ;
- Le Directeur de L'ARD ;
- Le Responsable Régional de CADL ;
- Le Chef de Service Régional du Commerce ;
- Le Représentant de la SUNEOR ;
- Le Représentant de la CAIT ;
- Les Représentants des institutions financières régionales ;
- Le Représentant des fournisseurs d'intrants ;
- Cinq (05) représentants du SYNAEP, dont deux (02) femmes ;
- Le représentant de la gendarmerie ;
- Le Représentant de la police ;
- Le Représentant de la Douane ;
- Le Représentant des Transporteurs.

Composition du Comité Départemental de contrôle et de suivi des opérations de cession des instants et matériels agricoles

BUREAU :

- Président : le représentant du syndicat JAPANDOO ;
- Vice Président : le représentant de L' ANCR ;
- Secrétaire : le Chef du SDDR ;
- Porte Parole : le représentant du syndicat JAPANDOO ;
- Un (01) représentant des GPF ;
- Le représentant du CLCOP ;
- Le représentant de la société civile ;

Membre :

- Les Sénateurs du département ;
- Les députés du département ;
- Les membres du conseil Economique et social du département ;
- Le Chef de service Départemental du Commerce ;
- Le Responsable Départemental du CADL ;
- Les Représentants des sociétés d'encadrement ;
- Les représentants des institutions financières présentes ;
- Cinq (05) membres du syndicat JAPANDOO, dont deux (02) femmes
- Les Représentants des fournisseurs d'intrants ;
- Les Représentants de la jeunesse ;
- Les Représentants de la Gendarmerie, de la Police et de la douane.

Composition du Comité Local de cession

Bureau :

- Président : le représentant du Syndicat JAPANDOO ;
- Vice Président : le Maire (commune rurale) ou Président du Conseil Rural (communauté rurale) ;
- Secrétaire : le représentant du SDDR ou CADL ou CAR ;
- Porte parole : le représentant du syndicat JAPANDOO ;
- Six (06) représentants des Chefs de village désignés par leurs pairs dont celui du village siège de la Communauté Rurale(ou Chefs de quartier pour les communes rurales) ;
- Le représentant de la société civile ;
- Le représentant du CLCOP ;
- Un (01) représentant des GPF

Membres :

- Les Sénateurs de l'arrondissement ;
- Les députés de l'arrondissement ;
- Les membres du Conseil Economique et Social de L'Arrondissement ;
- Le Représentant des sociétés locales d'encadrement (ANCAR, SAED, SODAGRI, SODEFITEX ?etc.) ;
- Les Représentants institutions financières (un par institution) ;
- Cinq (05) membres du syndicat JAPANDOO, dont deux (02) femmes
- Deux (02) représentants des autres OPS ;
- Le Représentant des fournisseurs d'intrants ;
- Le Représentant de la jeunesse ;
- La Gendarmerie, la police et la douane.

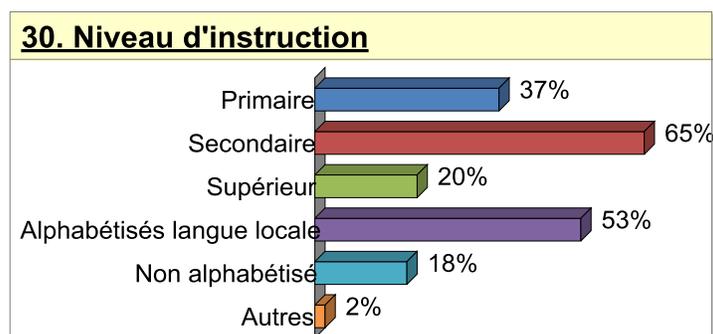
Destinataires de la lettre circulaire :

- Gouverneur de région ;
- SYNAEP/JADANDOO
- SUNEOR
- NOVASEN
- CAIT
- Tous opérateurs semenciers/fournisseurs d'intrants
- ANCAR
- CNIA
- Fédération Nationale des Organismes Privés Stockeurs et des Transporteurs (FNOPST)
- Tous DRDR

Ampliations :

- Président du Sénat
- Président de l'Assemblée Nationale
- Président du conseil Économique et social
- PM
- PR/SG
- SGC
- MEF
- Ministère de l'Intérieur
- Ministère chargé des Collectivités Locales
- MCOM
- Ministère chargé de la jeunesse
- Ministère chargé des femmes
- Ministère chargé de la transformation des produits agricoles
- Ministère chargé des infrastructures
- Ministère chargé des Transports Terrestres
- Ministère des Forces Armées
- MA/MDCOPSA
- MA/SG
- MA/DC
- MA/CAB
- Tous CT
- MA/DAGE
- Tous Directeurs Nationaux sous tutelle
- Tous Directeurs Généraux sous tutelle
- Tous Projets et Programmes sous tutelle
- Tous Coordonateurs et superviseurs des programmes spéciaux

Figure 22: Taux de représentativité des niveaux d'instruction dans les bureaux des comités locaux de cession



PHASAGE DES OPERATIONS AVEC LA SODEFITEX

PHASES	ACTEURS	OUTILS	EXTRANTS	PERIODE	PROCEDURES
<p style="text-align: center;">N° 1 ELABORATION DU PROGRAMME</p>	Présidents d'Union de la FNPC, chef de secteur et Chefs de région SODEFIT EX	estimations visuelles de production	Plan prévisionnel de campagne	Septembre- octobre.	La SODEFITEX et la FNPC élaborent un plan de campagne prévisionnel de la prochaine campagne en octobre sur la base des projections des délégués de la FNPC et de l'encadrement de base. Ce plan prévisionnel consensuel sert de base à la négociation avec les institutions de financement en l'occurrence la CNCAS
		Taux de réalisation du précédent plan,			

Source : SODEFITEX

PHASES	ACTEURS	OUTILS	EXTRANTS	PERIODE	PROCEDURES
<p align="center">N° 2 RECENSEMENT DES BESOINS EN FACTEURS DE PRODUCTION</p>	<p>Le comité de gestion du GPC Présidents d'Union de la FNPC, chef de secteur et Chefs de région SODEFITE X</p>	<p>Productivité, Taux de remboursement, Indice de risque, Liste des dépôts.</p>	<p>fiche de recensement GPC. État récapitulatif des recensements du centre PV de la réunion de validation de l'Union de la FNPC</p>	<p align="center">Janvier- Février.</p>	<p>recense et statue sur la demande des producteurs, en présence du délégué GPC qui doit présenter et défendre la requête à la réunion de validation du centre.</p>

PHASES	ACTEURS	OUTILS	EXTRANTS	PERIODE	PROCEDURES
N° 3 COMMANDE	FNPC, SODEFITEX et Fournisseurs	Plan de campagne, résultats et recommandations RD, Situation des stocks.	Cahier de charge, Appel d'offre, Bons de commande	Novembre – Décembre ; Mars	<p>La base du plan de campagne prévisionnel, la SODEFITEX confectionne le cahier de charges et lance l'appel d'offre pour la fourniture des intrants ciblés. Les quantités commandées prennent en compte les stocks de la précédente campagne. Le dépouillement est réalisé par une commission technique composée des représentants des ministères des Finances et de l'Agriculture, de la Présidence de la République, du comité technique de la FNPC et de la SODEFITEX. À l'issue des adjudications, la SODEFITEX émet les bons de commandes. Au cas où les recensements validés en février sont supérieurs au plan de campagne prévisionnel, la SODEFITEX émet alors des commandes complémentaires au mois de mars.</p> <p>Les chefs de secteurs établissent les plannings de mises en place des intrants à partir des données du plan de campagne définitif. En concertation avec l'union, ils retiennent les GPC lieu de dépôt suivant la facilité d'accès et la disponibilité d'un magasin sécurisé.</p>

Source : SODEFITEX

PHASES	ACTEURS	OUTILS	EXTRANTS	PERIODE	PROCEDURES
N° 4 LIVRAISON	SODEFITEX et Fournisseurs	Bons de commande, Planning de mise en place Dakar- Régions.	Cahier de charge, Appel d'offre, Bons de commande	Janvier à Mai (jusqu'en juillet pour les insecticides).	Les fournisseurs livrent les commandes selon un planning établi par la SODEFITEX (planning Dakar – Régions intérieures). La plupart des réceptions primaires se font à Dakar. La SODEFITEX assure le dispatching dans les régions intérieures. La livraison des intrants aux GPC se fait à partir des magasins des usines sur la base des plannings de mise en place qui clôturent les opérations de recensement. Elle s'achève au plus tard en mai pour les semences, engrais, herbicides et autres intrants et en juin pour les insecticides. Chaque livraison est matérialisée par un bordereau en 2 parties (envoi et réception) et en 4 exemplaires (expéditeur, transporteur, récepteur, souche). Le chef de secteur établit le bon de livraison (BL) Union à partir des bordereaux retours envoyés aux GPC, après contrôle des différents dépôts par les conseillers agricoles et confrontation des données. Le président de l'Union de la FNPC signe ce BL qui agrège l'ensemble des livraisons aux GPC de son union

Source : SODEFITEX

PHASES	ACTEURS	OUTILS	EXTRANTS	PERIODE	PROCEDURES
N° 5 FACTURATION	SODEFITEX s	Bons de commande, Planning de mise en place Dakar- Régions. Période :	Outils : Bon d'entrée, Factures certifiées, Union Acteurs : SODEFITEX. Extrants : Factures Unions, Chèques ou virements.	Septembre - Décembre	La SODEFITEX établit et présente la facture des intrants livrés aux Unions de la FNPC à la CNCAS. Les BL accompagnent la facture en guise de justificatifs. Les prix de facturation des articles aux unions sont calculés à partir du prix de revient (coût des achats + frais d'approche) d'où sont déduits les subventions pour les articles stratégiques (semences, engrais, insecticides, herbicides etc.). Puisque le bon de commande a été émis par la SODEFITEX, celle-ci veille donc à ce que la CNCAS règle les fournisseurs sur la base des factures certifiées reçues et conformes au bon de commande.

Source : SODEFITEX

U.S. Agency for International Development

1300 Pennsylvania Avenue, NW

Washington, DC 20523

Tel: (202) 712-0000

Fax: (202) 216-3524

www.usaid.gov